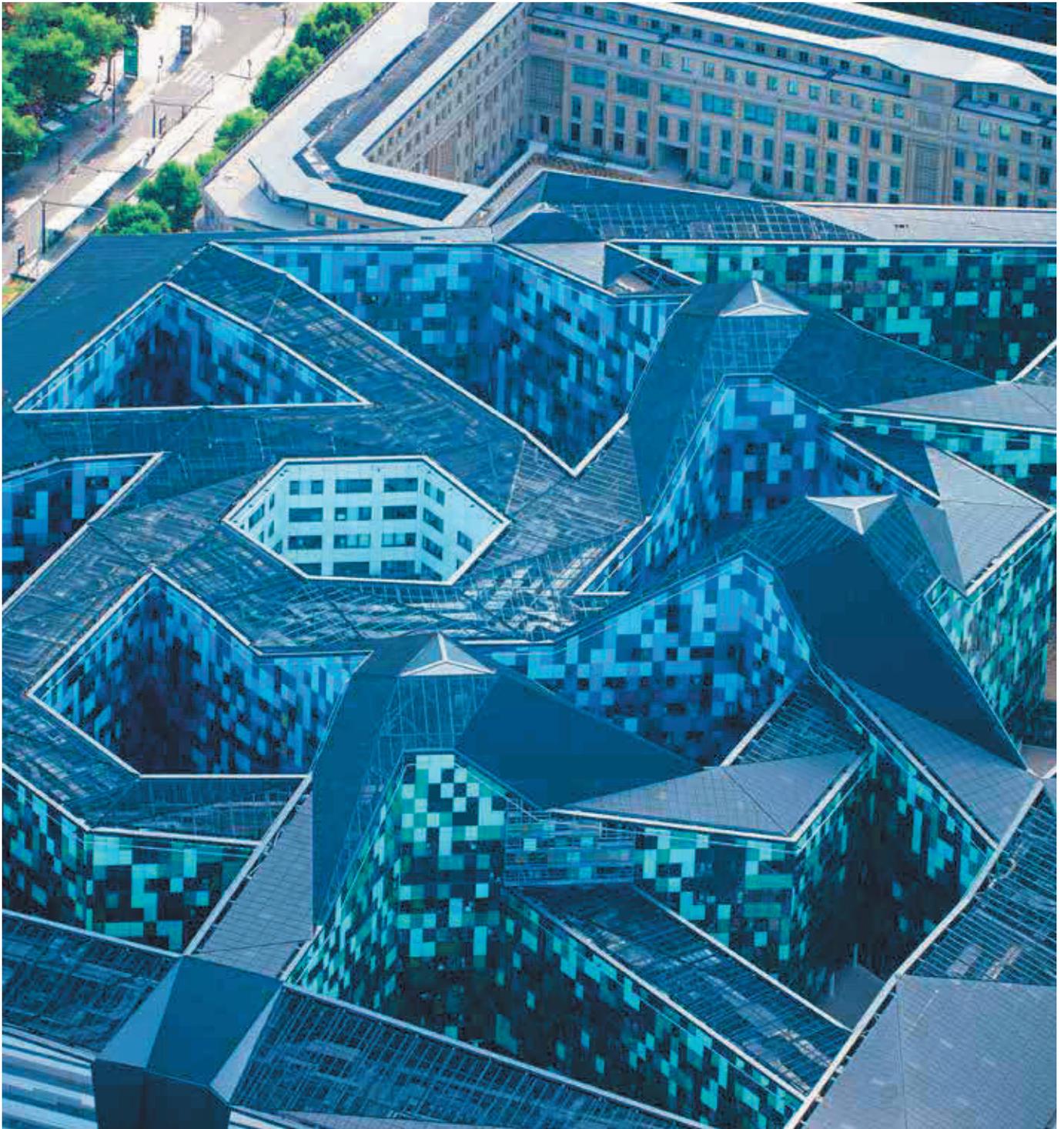




Revue trimestrielle de la Saint-Cyrienne - Janvier 2016

N°220

# LE CASOAR



L'ARMÉE DE TERRE EN OPÉRATIONS

# SOMMAIRE

- 02 - Morts pour la France
- 03 - Éditorial du président
- 04 - Saint-Cyr et le Maroc

## DOSSIER

- 07 - Mot du Rédac'chef
- 09 - Les opérations militaires françaises [Didier Castres]
- 11 - Les forces terrestres, cœur des opérations [Arnaud Sainte-Claire Deville]
- 13 - Retour aux règles du jeu [Thomas Flichy de La Neuville]
- 15 - Un rappel historique [Claude Franc]
- 17 - Sur le sol national [Bruno Dary]
- 20 - Abécédaire du chef de corps [Jean-Jacques Fatinet]
- 22 - Honni soit qui Mali pense [Lafruche]
- 23 - Opération Harpie [Jean-Vianney Lallemand]
- 25 - Une brigade au combat [Bernard Barrera]
- 27 - Gendarmes et terriens : complémentarité [Stéphane Bras]
- 29 - Les mots de l'ennemi [Gregor Mathias]
- 31 - Jeune chef en opération [Vincent Coulongeat]
- 33 - Confiance et technologie [Pierre de Thieulloy]
- 35 - Être chef : donner du sens [Louis-Guilhem Larchet]
- 37 - Se former en Opex [Jean-Hugues Delhumeau]
- 39 - Le cœur et le métier [Ludovic Danigo]
- 40 - La dignité de l'homme au cœur de la bataille [Renaud de Dona-Fredeville]

## EN BREF

- 42 - [Jérôme Pellistrandi]

## DÉBAT

- 46 - Défilé [Le Vieil]
- 47 - Formons des esprits libres [Franck Duchemin]

## TRIBUNE LIBRE

- 49 - Forces et arrière-pensées de l'alliance Sino-Russe [François Torrès]
- 52 - La Russie et les Français [Bruno Elie]
- 54 - La roulette russe ou la constance regaliennne [Dominique Baudry]
- 55 - Faire face... [Thomas Courtay]
- 56 - L'Occident et Daech [Thomas Labouche]
- 58 - Le bon usage du français [André Plagnol]

## VIE PRO : ACTIVE & CIVILE

- 59 - Saint-cyriens à la BSPP [Norbert Jung, Stéphane Fleury et Madeleine Bessot]
- 61 - Vigneron, une seconde vocation [Vincent Betis]
- 63 - Actualités du PVP [Maylis de Tarlé]
- 65 - Cycle de formations 2016

## HISTOIRE ET TRADITIONS

- 66 - Adieu à la Tafilalet [Bertrand Pâris]
- 69 - Mon grand-père, héros du Linge [Yves de Guigné]
- 71 - Nouvelles du musée du Souvenir [Patrick Jardin]

## BIBLIOGRAPHIE

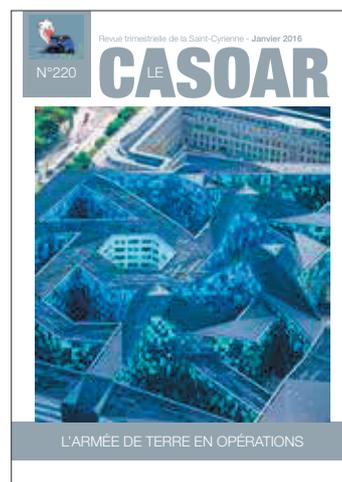
- 72 - [Henri Carrard]

## COURRIER DES LECTEURS

- 76 - Agathe L'Estampille [Ségolène Martinez]

## VIE DE LA SAINT-CYRIENNE

- 79 - Mot du délégué général
- 80 - Hommage à nos morts
- 82 - Vie de l'École
- 85 - Liste de la promotion 2015-2018
- 86 - Vie des promotions et délégations
- 93 - La colonne et le déserteur [Michel Perrodon]
- 94 - Activités du président
- 95 - Assemblée générale
- 97 - Compte-rendu d'activités de l'association
- 100 - Rapport du trésorier
- 106 - Nouvelles des familles
- 110 - Lettres Électroniques



Site du Ministère  
de la Défense à Ballard  
Crédit : EMAA

# DOSSIER



# LES OPÉRATIONS MILITAIRES FRANÇAISES

PAR LE GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉE DIDIER CASTRES - PROMOTION « MONTCALM » (1980-82), SOUS-CHEF OPÉRATIONS DE L'ÉTAT-MAJOR DES ARMÉES

**Le militaire sait d'expérience que le succès se trouve dans l'adaptation permanente, au terrain, aux modes d'actions de ses adversaires et de ses alliés, aux contraintes et opportunités de tous ordres.**

Aujourd'hui, nous pouvons avoir le sentiment que le code génétique des crises internationales est de nouveau en train de muter : sans être mondiales, les crises se sont mondialisées. Les crises sont en effet plus globales ; elles enchevêtrent de façon plus directe des enjeux de sécurité nationale et internationale ; elles profitent des zones « sans droit » ou de zones de « non-droit » pour se développer et essaimer ; leur périmètre géographique s'étend tandis que leur limite s'estompe.

Pour prolonger la métaphore, à l'image des organismes vivants, les crises naissent, se développent, mutent, s'apaisent et se résorbent dans un écosystème qu'il est difficile d'identifier et d'anticiper. Face à ce phénomène, il est vain de vouloir apporter des solutions de « prêt-à-porter ». Les crises ne sont pas des modèles mathématiques. Il faut du « sur-mesure ». Ce n'est qu'en se modelant sur la courbe des crises, en épousant leurs mouvements, que nos opérations, dans leur conception comme dans leur mise en œuvre, gagneront en efficacité. Elles apporteront alors la réponse la plus justement adaptée, en matière d'objectifs, d'effets à obtenir et de graduation dans l'emploi de la force.

Penser nos opérations militaires réclame donc l'analyse et la compréhension des crises d'aujourd'hui, dans leurs différentes dimensions. Il s'agit ensuite, au fil du raisonnement, d'en tirer toutes les conséquences opérationnelles pour ordonner les travaux de planification puis pour conduire les opérations.

## Pour commencer, quelle est la nature de notre adversaire ?

À court et moyen terme, il est très probable qu'il faudra continuer à combattre un adversaire asymétrique ; il se distingue par quatre caractéristiques que nous devons prendre en compte.

Premièrement, il se fonde et se protège dans les populations. Sous la contrainte ou volontairement, celles-ci lui fournissent abri et soutien. Cette situation de fait renforce singulièrement l'impérieuse nécessité de réduire au maximum le nombre des victimes collatérales des actions militaires. Soyons persuadés que chaque victime civile, déjà insupportable en soi, fait immédiatement naître dix, vingt, cinquante nouveaux combattants qui vont rejoindre le camp adverse. Les expériences afghanes et irakiennes, pour ne mentionner qu'elles, sont là pour nous rappeler le besoin d'une parfaite maîtrise de l'emploi de la force. Sur ce point, la précision des armes - et pas uniquement de l'arme aérienne - la diversification de leurs effets et leur fiabilité sont autant d'impératifs.

La deuxième caractéristique de cet adversaire est qu'il refuse le plus souvent toute forme de combat frontal. Il lui préfère des actions fugaces, décentralisées, répétées et mettant l'accent sur l'imprévisibilité. Un tel comportement rend chimériques les discours martiaux qui prôneraient comme solution l'éradication des ennemis.

Troisième caractéristique, cet ennemi est organisé en réseaux : financiers, de recrutement, de commandement. La protection de ces réseaux, très structurés et très décentralisés, est assurée à la fois par l'anonymat - permis par les zones grises des « global commons » de la mondialisation - et par des procédures de sécurité, quasi-moyenâgeuses, mais redoutablement efficaces. Dans ces nouveaux conflits, la seule attrition ne suffit plus et il n'y a pas de capitulation. Il faut désormais rechercher l'affaiblissement de l'organisation de l'adversaire, de ses réseaux et de ses flux.

C'est très précisément ce que vise le « ciblage », qui cherche à identifier les points de fragilité du système ennemi, pour ensuite les mettre hors d'état de fonctionnement, et donc de nuisance. Le ciblage s'applique également aux individus jouant un rôle majeur dans le système adverse, leur nationalité n'étant jamais un critère.

Enfin, la quatrième caractéristique de notre adversaire tient à ses modes d'action. Il utilise, de plus en plus systématiquement, des capacités rudimentaires qui ont un pouvoir égalisateur sur notre avance technologique. Ces capacités, que l'on peut qualifier de « nivelantes », sont le recours aux armes chimiques de fortune, aux explosifs improvisés, aux tireurs d'élite, et dans le pire des cas, aux combattants-suicide, ce qui est probablement la capacité la plus nivelante de toutes. Ses terrains sont les zones urbanisées, les lieux de foules...

Ce dernier constat impose une réflexion constante pour adapter les actions militaires et pour continuer d'être capable de conserver l'ascendant. Les Occidentaux ont en effet toujours fondé leur supériorité militaire sur leur avance technologique. Aujourd'hui, cette avance technologique est parfois contournée. Pour maintenir notre ascendant, il faut une pensée tactique en mouvement, créative, audacieuse ; elle seule permettra de continuer à faire la différence. Être ainsi audacieux et innovants dans nos modes d'action impose évidemment une certaine part de risque qui n'est pas conciliable avec le dogme du « zéro mort » qui était promis comme l'horizon atteignable de la guerre technologique.

Face à cet adversaire fugace et fuyant, la logique qui prévaut aujourd'hui pour les opérations doit permettre de disposer à chaque fois d'une force adaptée à une action, puis de la reconfigurer pour l'action suivante. Ceci implique de nouvelles combinaisons des capacités, une plus grande flexibilité des organisations, des empreintes plus légères, plus réversibles, mais surtout des configurations et des reconfigurations ajustées au plus près de l'effet à obtenir. Cela nécessite : souplesse en organisation, réactivité des reconfigurations, interconnectivité des modules aux plus bas échelons et réactivité du commandement. Cette mise en œuvre est bien loin des habituels standards normatifs.

# DOSSIER



## Avec la nature de notre adversaire, c'est aussi l'espace de bataille qui est en profonde mutation.

Nous sommes désormais face à un nouvel espace de crise. Ce nouvel espace de bataille dessine un cadre nouveau aux standards 3.0. Il se caractérise en premier lieu par un considérable élargissement géographique des actuels théâtres d'opération. En prendre conscience, c'est dépasser le « syndrome de l'écran de télévision » qui, artificiellement, présente tout pays, quelle que soit sa taille réelle, aux mêmes dimensions : celle de la taille d'un même écran. Au cours des cinquante dernières années, les crises sécuritaires sont passées successivement d'une dimension interétatique, à une dimension infraétatique, puis, désormais, régionale voire parfois, quasiment subcontinentale. L'extension géographique des théâtres d'opération a suivi la même logique, comme l'illustre la comparaison entre la crise du Kosovo des années 90 et celle, actuelle, du Sahel. Pour la première, 50.000 hommes étaient déployés sur un territoire d'une surface équivalente à celle du département de la Gironde, alors que la zone du Sahel s'étend, quant à elle, sur une surface correspondant à quatre fois celle de la France ; notre pays y déploie 4.000 soldats. Aujourd'hui, intercepter un groupe armé dans le nord du Niger revient à faire décoller des avions le soir de Paris pour conduire une opération à Varsovie en fin de nuit, et être revenus à Paris avant la tombée de la nuit suivante. Pour ces actions, la mobilité stratégique et opérationnelle, fournie par les avions de transport et les hélicoptères est cruciale.

En plus de cette tendance, on observe également l'irruption d'une nouvelle dimension : aux découpages classiques des milieux - terre, air, mer, milieu sous-marin - s'ajoute désormais la dimension immatérielle, mais primordiale, celle du champ des perceptions. On ne supprime pas des idées, la misère, la frustration ou la peur avec des bombes. Ce n'est qu'à la condition que les populations puissent aspirer à un avenir meilleur, que l'on peut espérer une résolution de la crise. Il faut donc le leur proposer, les en convaincre et, ce faisant, contrer la propagande adverse. Cela nécessite une action résolue dans ce champ des perceptions qui est déjà le théâtre d'offensives de Daech contre notre pays : un quart de comptes twitter pro-Daech sont en langue française, soit 2760 comptes qui diffusent quotidiennement des milliers de messages et comptent des millions de « followers ».

La deuxième caractéristique de ce nouveau champ de bataille est son caractère « lacunaire » : le confort relatif d'une ligne de front, au-delà de laquelle il y avait « l'ennemi » et en deçà « les amis », a disparu. L'insécurité est omnidirectionnelle ; les adversaires sont potentiellement partout. Nous constatons également que dans ce nouveau champ de bataille, les dif-

férents foyers qui alimentent la crise sécuritaire sont souvent assez éloignés de la crise en elle-même. Ces foyers - filières de financements, d'approvisionnement logistique, de recrutement - sont rarement à l'intérieur des contours géographiques de l'action militaire en elle-même.

Ainsi, le caractère transnational des crises dans lesquelles nous sommes engagés nous impose de conjuguer et de rendre cohérentes ensemble trois problématiques :

- celle de la continuité des conditions d'engagement des forces armées, parce que différents pays sont impliqués et qu'ils relèvent souvent de logiques distinctes en matière de droit international ;

- celle de l'adéquation entre gestion du temps court et mise en œuvre d'une stratégie de long terme, parce que nos actions sont limitées dans le temps, qu'elles recherchent une faible empreinte, mais qu'elles s'inscrivent toujours dans un objectif lointain de résolution de la crise ;

- celle enfin de la continuité, de la cohérence et de la coordination des différentes actions de l'approche globale, parce que le volet sécuritaire n'est qu'une partie visible de toute crise. Nos actions militaires doivent en effet nécessairement s'inscrire dans une approche beaucoup plus globale, dans laquelle sont insérées des actions sur tous les foyers, de nature politique, économique ou diplomatique, qui alimentent la crise sécuritaire. Continuons en effet à insister sur le fait que si l'action des armées dans la résolution des crises est souvent celle sur laquelle sont focalisés les médias et l'opinion publique, elle n'est pourtant qu'un des leviers de la résolution des crises, et probablement pas le plus déterminant. L'efficacité de l'action dans la résolution des crises impose d'agir résolument sur tous les facteurs qui alimentent une crise, dans une vision globale.

Telles sont les principales tendances émergentes de cet espace de bataille en mutation, aux standards 3.0, dans lequel il faut conjuguer un emploi maîtrisé de la force, le respect du droit, le souci de la sauvegarde des forces et, bien entendu, l'efficacité des opérations.

Au bilan, à la lumière de l'évolution de nos adversaires, de celle du cadre de l'action, la réussite de nos opérations militaires réside désormais dans quatre principes d'action principaux :

- inverser le principe d'incertitude, pour prendre l'initiative par la surprise, l'intensité et la fréquence des opérations ;

- développer le principe d'ubiquité, pour être capable d'agir en tout point de la zone d'opération malgré sa grande étendue ;

- accentuer le principe de foudroyance, par la précision des actions et leur fulgurance pour contourner les mesures de sécurité dont s'entoure l'adversaire ;

- peser dans les champs des perceptions, pour offrir une liberté de destin aux populations.

Telle est l'équation opérationnelle que nos armées françaises ont à résoudre sur les théâtres d'opérations d'aujourd'hui. Tels sont quelques-uns des impératifs à respecter pour une réponse la plus justement adaptée.

Face à la dureté des crises actuelles, l'emploi de la force est nécessaire ; il faut y recourir sans inhibition, mais sans exaltation ; il faut la modérer sur la courbe des événements, pour, in fine, atteindre les buts de guerre.



# LES FORCES TERRESTRES, CŒUR DES OPÉRATIONS

PAR LE GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉE ARNAUD SAINTE-CLAIRE DEVILLE - PROMOTION « GÉNÉRAL ROLLET » (1978-80), COMMANDANT LES FORCES TERRESTRES

**Fin septembre 2015, flambée de violence à Bangui. L'armée de Terre, comme à son habitude, est au contact au cœur des opérations. Maîtrise et emploi proportionné de la force, présence dissuasive d'une troupe aguerrie et bien commandée sont autant d'atouts pour le chef d'état-major de l'armée de Terre dans le contrat opérationnel qui le lie aux armées.**

**C**oncourant à la dissuasion globale des armées françaises, les forces terrestres sont un élément incontournable des engagements opérationnels de la France. Outil indispensable et cœur des opérations, il importe de l'améliorer continuellement pour lui conférer une capacité opérationnelle de haut niveau.

Cette qualité professionnelle a été atteinte grâce à l'acquisition progressive d'une vraie maturité opérationnelle pour une armée de Terre dont la professionnalisation remonte à vingt ans par décision présidentielle en 1996. Le nouveau modèle, « Au contact », a pour objectif de maintenir un haut degré d'exigence afin de conserver ce capital de compétences patiemment constitué.

La décennie des années quatre-vingt-dix marque un tournant important pour l'armée de Terre parce qu'elle ouvre la voie d'un engagement considérable des troupes françaises sur de nombreux théâtres d'opérations extérieures. Les missions opérationnelles étaient auparavant l'apanage de quelques unités professionnelles qui ont remarquablement conduit leurs actions à Kolwezi en 1978 ou encore au Tchad dans les opérations Tacaud et Manta. Ces missions et l'expérience acquise restaient cependant confidentielles et limitées à ces régiments dans la mesure où l'armée de conscription renouvelait ses effectifs tous les douze puis dix mois et que sa mission consistait à protéger la frontière de l'est face au Pacte de Varsovie. L'opération Daguet fut le déclencheur de la généralisation des opérations et de la décision de professionnaliser les armées. Toutefois, la redécouverte de la conflictualité pour les régiments de l'armée de Terre se produisit avec l'important engagement dans les Balkans. S'il ne s'agissait pas de combat à mener mais d'une mission d'interposition, le soldat de l'armée de Terre n'en était pas moins confronté à l'épreuve du feu et au chaos. Plusieurs générations de cadres, officiers et sous-officiers, tireront de ces situations dangereuses une expérience marquante et un aguerrissement moral incontestable.

Le réapprentissage du combat n'intervient qu'après les attaques du 11 septembre 2001 lorsqu'est prise la décision d'intervenir en Afghanistan. Si le déploiement dans la région de Kaboul de 2001 à 2008 est orienté en fonction des enseignements tirés du conflit bosniaque, la mise sur pied de la brigade Lafayette en Kapisa constitue un changement majeur dans les engagements militaires. L'effort tactique réalisé pendant cette période et la rotation des régiments sur ce théâtre d'opérations vont conférer aux forces terrestres une capacité opérationnelle considérable. Les combats menés dans un cadre multidimensionnel interarmes, interarmées et interalliés permettent à nos groupements tactiques d'accroître significativement leur niveau de compétence. Cette expérience, accumulée et partagée, constitue le fondement

sur lequel a reposé la capacité de réalisation des opérations Serval et Sangaris. En effet, l'exploitation des enseignements tirés des engagements, l'organisation rigoureuse de la préparation opérationnelle fondée sur le passage dans les centres d'entraînement spécialisés ainsi que les politiques de tir de la cavalerie et de l'infanterie ont intégré l'ensemble des exigences du combat contemporain pour que les unités puissent se préparer dans des conditions les plus proches de la réalité. La réactivité, l'initiative, le sens de l'anticipation et la maîtrise du combat aéroterrestre témoignent de la maturité d'une armée professionnelle qui s'illustre dans des combats de haute intensité en faisant un usage raisonné et proportionné de la force. Cette maîtrise professionnelle a permis à la France d'intervenir dans la durée et dans de nombreux pays au point que les forces terrestres représentent 80% des effectifs engagés en opérations extérieures par la France depuis ces quinze dernières années.



Outre ses qualités combattantes unanimement reconnues, y compris à l'étranger, le soldat français n'en est pas moins au service de ses concitoyens en métropole mais aussi dans les départements et collectivités d'outre-mer. Les missions de service public font partie intégrante du registre dans lequel s'inscrivent les forces terrestres. Même si les actions menées pouvaient être limitées en durée et n'ont peut-être pas ou moins marqué les esprits, la mise à disposition de contingents volumineux dans le cadre des plans de dépollution maritime (POLMAR) en 1978 avec la marée noire provoquée par le naufrage de l'Amoco Cadiz ou plus récemment avec celle de l'Erika en 2000 illustrent l'aspect incontournable de l'emploi de l'armée de Terre dans des situations de crise importante sur le territoire national. Du littoral jusqu'aux confins alpins, le soldat de l'armée de Terre possède ces qualités rares d'adaptation et de réversibilité qui lui permettent de passer d'actions de guerre interarmées au Sahel à des actions d'aide aux citoyens dans un environnement interministériel en France. Fortes de moyens du génie par exemple ou de véhicules à haute mobilité (VHM) tant dans les unités amphibies que dans les troupes de montagne, les forces terrestres sont à même de répondre aux attentes et

# DOSSIER

besoins en renforcement de tout dispositif interministériel sur le sol national, en offrant également des savoir-faire spécifiques et adaptables aux conditions d'engagement. L'opération Harpie en Guyane et la protection du site de lancement du Centre spatial guyanais à Kourou sont les exemples incarnés de la mise en œuvre de savoir-faire et de procédures militaires sur le sol métropolitain et ultra-marin. Le déclenchement de l'opération Sentinelle est par ailleurs emblématique du rôle incontournable de l'armée de Terre dans la protection du territoire national et de nos concitoyens. Une fois encore, les forces terrestres sont le cœur de l'opération Sentinelle en ayant réussi la gageure de déployer 10.000 hommes en trois jours et d'en maintenir 7.000 dans la durée dépassant considérablement ce qui était mis en place dans le cadre du plan Vigipirate. Aujourd'hui, 90% des effectifs militaires déployés sur le territoire national proviennent des forces terrestres. Rouage de l'action de l'État sur le territoire national, le chef d'état-major de l'armée de Terre doit être aujourd'hui considéré comme un partenaire à part entière de la mise en œuvre de la posture permanente de sauvegarde du pays.

Outil de l'action militaire de la France à l'extérieur des frontières nationales, les forces terrestres sont un outil contribuant à une dissuasion globale y compris sur le territoire national grâce à la polyvalence du soldat qui, au cœur du dispositif de sécurité et de défense, est celui qui remplit sa mission aussi bien à Paris qu'à Bangui, Kidal ou Madama.

L'augmentation des sollicitations opérationnelles, tant en OPEX que sur le sol national, a conduit à la révision de la loi de programmation militaire en juillet 2015, octroyant à l'armée de Terre une augmentation de ses effectifs à hauteur de 11 000 soldats supplémentaires pour être capable de répondre dans la durée à l'ensemble des besoins opérationnels actuels et à venir. Cette remontée en puissance s'inscrivant dans la mise en place d'un nouveau modèle ne peut que stimuler les forces terrestres dont la compétence et la solide expérience sont reconnues par nos alliés. Aussi apparaît-il important pour conserver ce niveau d'excellence, de bien former nos unités et de transmettre à nos recrues tous ces savoir-faire éprouvés sur le terrain. La formation et l'entraînement sont par conséquent au cœur de notre réorganisation pour améliorer sans cesse le niveau opérationnel de l'armée de Terre.



Les opérations soulignent l'indispensable complémentarité des fonctions opérationnelles et l'étroite coordination que nos troupes doivent établir avec l'armée de l'Air et la Marine. Il importe pour cela d'améliorer encore et toujours nos connaissances tactiques et techniques. Aussi, la mise en place du

nouveau modèle d'une armée de Terre « Au contact » est accompagnée d'un effort important de réorganisation. Jusqu'à présent responsable de l'entraînement et de la préparation à l'engagement, le commandement des forces terrestres voit ses responsabilités élargies en assurant et en garantissant la cohérence du continuum formation - entraînement - engagement par la subordination des écoles de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie et du génie mais aussi des écoles de spécialités qui rejoignent leurs commandements spécialisés respectifs. Organisée autour de l'École d'état-major, l'École du Combat InterArmes (ECIA), qui verra le jour à l'été 2016, aura pour objectif de former mieux, plus tôt et ensemble les cadres à l'interarmes pour qu'au moment de l'engagement opérationnel, la formation et l'entraînement induisent naturellement une réflexion et une mise en œuvre interarmes parfaitement intégrées et maîtrisées afin de répondre aux exigences spécifiques des théâtres d'opérations. Tirant les enseignements des opérations passées et en cours, nourrie par une réflexion doctrinale intégrant les capacités nouvelles apportées par le programme Scorpion, cette formation s'adressera à tous les niveaux de responsabilité de façon adaptée et ciblée. Les différentes étapes de cette formation conféreront aux chefs interarmes une plus grande aptitude à assurer la cohérence d'emploi des moyens en opérations. La complexité grandissante des équipements, de leurs interactions et l'environnement déstructuré dans lequel les acteurs hostiles se multiplient à l'envi, imposaient cette synergie de la formation. Le Commandement des forces terrestres (CFT) est déjà l'intégrateur du combat interarmes. Il se trouve être *de facto*, tant par ses missions que par ses moyens, l'élément central pour mettre en place cette dynamique et la coordonner avec les éléments extérieurs aux forces terrestres que seront, dans le modèle d'une armée de Terre « Au Contact », l'aérocombat et les forces spéciales. Responsable de la préparation des unités de l'armée de Terre à l'engagement opérationnel, depuis la programmation jusqu'au suivi de chaque expertise métier, le Commandement des Forces Terrestres est au cœur de ses responsabilités en assurant en permanence et dans la durée, la mise à disposition de formations organisées, équipées et prêtes pour les missions qui leur seront confiées. L'école du combat interarmes traduit une volonté affirmée de mieux enseigner et de connecter entre elles, par une même impulsion, les fonctions opérationnelles. Son action participera directement à l'augmentation du niveau opérationnel des unités interarmes et des états-majors, qui bénéficieront de la remarquable qualité de nos centres d'entraînement<sup>(1)</sup> pour mettre en pratique et restituer ce à quoi ils se seront préparés.

Représentant un peu moins de 42% de l'effectif du ministère de la Défense, l'armée de Terre et ses forces terrestres constituent le cœur des opérations dont elles fournissent la plus grande partie du personnel déployé. Si la quantité ne fait pas la qualité, la quantité est cependant une qualité à ne pas négliger car elle contribue à l'établissement de rapports de forces favorables sur le terrain et à la capacité à assurer des missions dans la durée par les relèves régulières et appropriées des troupes en opérations. Le soldat, cœur des opérations, doit donc être préservé afin de ne pas subir d'hypertension préjudiciable à la dissuasion globale de la France. La remontée en puissance des forces terrestres de 66.000 à 77.000 combattants en est la résultante.



(1) CENTAC, CENZUB, CEPC, CENTIAL

# RETOUR AUX RÈGLES DU JEU

PAR THOMAS FLICHY DE LA NEUVILLE, PROFESSEUR À L'ÉCOLE SPÉCIALE MILITAIRE DE SAINT-CYR

**Jusqu'à une date récente, la vie d'un homme constituait une fenêtre d'observation très limitée afin de mesurer les mutations géopolitiques du moment. Les civilisations pouvaient mettre plusieurs siècles à s'effondrer, et le regard porté par un individu sur l'ascension ou la chute des empires, devait être confronté à plusieurs générations d'analystes afin de prendre tout son sens. Il semble que les temps aient changé.**

**N**ous sommes, en effet, en train de vivre une accélération si vive que quelques années à peine nous permettent déjà de mesurer d'importants bouleversements dans notre environnement. À moins que nous nous situions à la charnière précise de deux époques ? Seuls nos descendants pourront le savoir. Toujours est-il que d'un point de vue géopolitique, les paradigmes, qui constituaient en quelque sorte la boîte à outils du chercheur d'hier, se sont révélés inopérants. Quels sont donc les paradigmes qui ont changé ? Par quoi ont ils été remplacés ?

## Les faux paradigmes d'hier ont volé en éclats

Le premier postulat erroné consistait à penser que la sécurisation des réserves d'hydrocarbures constituait la clef principale d'interprétation du jeu géopolitique mondial. Contrairement aux prévisions, non seulement le pétrole n'a pas manqué, mais il a été découvert en telle abondance et à des endroits si variés que les tensions autour des hydrocarbures se sont apaisées. La première conséquence en est le retrait des États-Unis du Moyen-Orient et d'Afrique de l'Ouest : dans quelques années à peine, les États-Unis seront exportateurs de leur propre gaz liquéfié. Le Moyen-Orient va devoir faire sans eux. Les conséquences en sont considérables car le pétrole pourra désormais plus difficilement nourrir la guerre, ou, à l'inverse permettre à des gouvernements d'assurer la paix sociale grâce à la distribution de la rente qu'il procure. Le deuxième paradigme erroné est celui de la dissolution des facteurs culturels et politiques dans le marché : les États qui ont laissé les rênes de la politique étrangère au jeu antagoniste des lobbys industriels et militaires se sont trouvés tout bonnement dépossédés de leur politique étrangère. Bien malgré eux, ils ont semé le chaos. Le troisième paradigme biaisé consistait à croire que le développement technologique permettrait un progrès conjoint de l'information et de la raison. C'est exactement l'inverse qui s'est produit : l'interconnexion des flux d'information a eu pour conséquence l'appauvrissement généralisé de l'analyse. Dans *Les lois de l'imitation*, Gabriel Tarde<sup>(1)</sup> notait qu'en se contre-imitant, les hommes allaient s'assimilant de plus en plus. C'est bien ce qui s'est passé en matière géopolitique où l'interprétation médiatique dominante - considérée avec une grande suspicion par le public, malgré l'appel aux *experts* extérieurs légitimateurs de la parole médiatique - fait immédiatement naître une contre-interprétation aussi fascinante que peu fondée. Entre ces deux extrêmes, seuls peuvent survivre des analystes disposant de leurs propres informateurs.

## Les paradigmes prétendument désuets d'hier, se sont révélés opérants

Face à ce triple effondrement de certitudes, quels sont les clefs d'interprétation du présent ? Tout simplement les critères classiques et oubliés de la puissance. En premier lieu, l'estime collective de soi, donc la force des valeurs culturelles et religieuses : le cours de l'histoire étant déterminé par de petites minorités *émotives* à culture forte, prêtes à se faire tuer pour leurs idées. Par conséquent, les espaces de paix de demain seront non seulement dotés de frontières protectrices, mais encore enracinés dans une identité qui garantira l'harmonie intérieure. L'on s'étonnera peut-être en Europe que les musulmans du Caucase prient actuellement pour la Sainte Russie, ces prières ont pourtant pour effet de les intégrer davantage qu'au sein de tout autre pays d'Europe occidentale. En second lieu, le dynamisme en matière d'innovation et de travail : la recherche et la créativité de quelques-uns constitue en effet le fer de lance du développement économique. Ce dynamisme est entre les mains des minorités *actives*. Il s'incarne dans une figure suprême : le Prince. Dans un monde marqué par un chaos grandissant, tout se passe comme si la loi ne suffisait plus si elle n'était couronnée par une figure prophétique. Si la Russie ou l'État islamique ont fait le choix du *retour du Prince*, d'un homme sur la tête duquel se cristallise la popularité, les démocraties occidentales représentées par des hommes de bureau interchangeable, restent encore aux mains de petits fonctionnaires sans imagination ni goût du risque. Ceux-ci ne peuvent naturellement incarner la violence légitime. Au *Prince de guerre* s'oppose en effet le *Technicien suprême*. Le troisième critère de la puissance est le dynamisme démographique : celui-ci repose souvent sur le dynamisme d'une minorité. Nous descendons de 25 % des Français de 1789. Les *secondaires* n'ont-ils pas la capacité de se projeter dans l'avenir par une démographie responsable c'est-à-dire riche en enfants. La puissance repose ainsi sur une poignée d'individus émotifs, actifs et secondaires. Ces passionnés sont le moteur de l'histoire, car ils constituent la minorité créative, décrite par Toynbee.

(1) Gabriel Tarde, *Les lois de l'imitation*, 1890.

## DOSSIER



À lire certaines analyses, le monde multipolaire d'hier cèderait aujourd'hui la place à un *environnement multipolaire*. Cette prétendue évolution révèle un grand manque d'imagination. Nous n'évoluons pas vers notre contraire mais bien vers autre chose. Cet *autre chose* ne s'est pas totalement dessiné sous nos yeux. Ce qui est certain, c'est que les réalités de demain ne seront pas les enfants réguliers et légitimes des discours biaisés d'hier. S'il est un grand agrément pour les vendeurs de mirages de prétendre façonner le monde de demain, les réalités ont pour mauvaise habitude de résister aux constructions intellectuelles fallacieuses. En un monde qui connaît une véritable éclipse de l'intelligence, « *seuls, quelques sauvages esprits, étrangers, sous leur cloche à plongeur, au tumulte de l'océan social où ils sont plongés, ruminent çà et là des problèmes bizarres, absolument dépourvus d'actualité. Et ce sont les inventeurs de demain* ».

C'est l'analyse que fait Bernard Lugan pour l'Algérie.

Benoist-Méchin écrit dans *Soixante jours qui ébranlèrent l'Occident* : entre la France et l'Allemagne, 3 500 000 hommes s'affrontent en 1940. Toutefois, « *cet équilibre n'est qu'apparent. L'Allemagne, qui puise ses soldats dans une population de près de 80 millions d'âmes, est parvenue à ce chiffre en mobilisant 7 classes de 500 000 hommes. La France, avec sa population de 41 millions, a dû recourir à 15 classes à 240 000 hommes. Résultat, la moyenne d'âge de l'armée française se situe aux alentours de 29 ans, alors que celle de la Wehrmacht est inférieure à 23 ans. Cette différence, peu sensible lorsqu'il s'agit de deux individus, représente un écart énorme lorsqu'elle porte sur des masses de plusieurs millions de combattants. Elle s'accroît encore du fait que l'armée la plus jeune est puissamment motorisée, alors que la plus vieille est contrainte de marcher à pied* ».



## COMMUNIQUÉ

## « La Saint-Cyrienne a besoin de vous »

*La pérennité et l'efficacité dépendent de sa situation financière. La Saint-Cyrienne, association reconnue d'utilité publique, a qualité pour recevoir les dons et legs qui lui sont faits en argent et en nature. Elle attend votre soutien.*

*Prenez rendez-vous avec le Délégué Général, le général Olivier Paulus ;*

*avec le Président, le général Dominique Delort ;*

*avec l'un des trois vice-présidents, le général François Compain, le colonel Thierry Clément, le colonel Tony Mouchet.*

***Vous aiderez la Saint-Cyrienne, la communauté des Saint-Cyriens, n'attendez pas !***

### Formule des legs destinés à l'Association (exemple)

*La formule ci-dessous insérée dans des dispositions testamentaires suffit pour assurer l'exécution des dernières volontés du donateur.*

*« Je donne et lègue à la Saint-Cyrienne, « Association Amicale des Elèves et des Anciens Elèves de l'Ecole Spéciale Militaire de Saint-Cyr », dont le siège social est situé 6, avenue Sully Prudhomme - 75007 Paris, la somme*

*de..... ou tels objets..... ou tels immeubles.....  
Nets de tous droits. »*

*A ....., le.....*

*Signature*

# UN RAPPEL HISTORIQUE...

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL CLAUDE FRANÇ - PROMOTION « MARÉCHAL DE TURENNE » (1973-75)

**En exergue du dossier consacré aux opérations, cette chronique s'attachera à montrer qu'à de très rares exceptions près, notamment celle correspondant à la période de la confrontation de la guerre froide, toutes les générations de saint-cyriens se sont trouvées, peu ou prou, confrontées à la réalité des opérations, raison d'être de leur vocation.**

Qu'il me soit permis, en ce début de chronique d'évoquer un souvenir personnel. Alors qu'il y a une petite trentaine d'années, je me trouvais stagiaire à l'École de Guerre, la promotion à laquelle j'appartenais recevait un officier général de haut rang, au magnifique passé guerrier, alors représentant de la France à Brunsum, siège de l'état-major du théâtre Centre-Europe de l'OTAN. Lors de la phase des questions, un camarade qui ne devait pas très bien connaître le « pedigree » du général en question lui posa insolemment la question suivante : « *Mais, mon général, à vous écouter, on a l'impression que vous êtes convaincu de l'occurrence d'un nouveau conflit !* ». Fustigé par le regard noir de l'œil unique du conférencier, ce camarade se rassit un peu penaud. Cette anecdote montre à l'envis que l'idée d'avoir à planifier ou conduire des opérations n'était pas présente dans tous les esprits d'un métier dont c'est pourtant la raison d'être. C'est la grande différence du monde militaire avec le monde civil, encore qu'au temps de la conscription, ces derniers se trouvaient parfois embarqués dans nos aventures sans qu'on leur ait demandé leur avis (voir l'Algérie). Cet état d'esprit un peu paradoxal n'est pas nouveau. Dans ses *Mémoires*<sup>(1)</sup>, le général Beaufre rapporte ainsi l'amphi d'accueil du général<sup>(2)</sup> à sa promotion venant d'intégrer à Saint-Cyr en 1921 : « *Mes pauvres amis ! Que venez-vous perdre votre jeunesse et votre temps à Saint-Cyr ? Le temps des conflits est révolu* ». Pour quelqu'un qui ne devait pas connaître la guerre, Beaufre y fut plongé peu après sa sortie d'École dans le Rif, avant de connaître la Seconde Guerre mondiale qu'il acheva comme chef du 3<sup>e</sup> bureau du général de Lattre, avant d'effectuer deux séjours en Indochine dans des fonctions opérationnelles<sup>(3)</sup>, d'exercer le commandement d'une division en Algérie, puis celui des forces terrestres de la Force « A » à Suez. Pour quelqu'un qui était destiné à se morfondre en temps de paix, on fait mieux ! En fait, à des degrés de participation divers, et à des intensités différentes, toutes les générations de saint-cyriens ont connu les opérations.

Entre la chute de l'Empire et le début de la conquête de l'Algérie, seulement quinze années se sont écoulées, ce qui fait que les promotions qui se sont succédé à cette époque ont aligné l'Algérie avec les campagnes du Second Empire jusqu'à la funeste conclusion de la guerre franco-allemande. Si, *grosso modo*, tout le monde était alors concerné par ces campagnes successives, en revanche, entre 1871 et 1914, en dépit d'une multiplication des théâtres, Tunisie, Madagascar, Afrique sub-saharienne, Tonkin, Annam, Chine, Maroc, pour la première fois, l'armée connaît un *distinguo* entre l'emploi de ses unités qui se répètera entre 1962 et le début des années 1990 : la majorité des formations, à base des gros bataillons d'appelés<sup>(4)</sup> monte la Garde au Rhin, tandis qu'une minorité

d'autres, souvent professionnalisées, issues de la Coloniale ou de l'armée d'Afrique, se trouve engagées dans des opérations que l'on qualifierait de nos jours de basse intensité, c'est-à-dire nous mettant aux prises avec un adversaire qui ne dispose pas du même niveau d'armements. Ceci ne signifie pas qu'il s'agissait de « promenades de santé ». Au Tonkin, les Pavillons noirs ont donné pas mal de fil à retordre à Pannequin et à Gallieni et le même Gallieni, en débarquant à Madagascar quelques années plus tard y a trouvé une situation guère brillante sur le plan militaire. Toujours au Tonkin, et ce, bien avant les événements dramatiques de l'automne 1950, Lang Son résonnait déjà douloureusement aux oreilles coloniales depuis 1885. Cette différence d'expériences opérationnelles s'est-elle ressentie durant la Grande Guerre ? Nullement. Franchet d'Espèrey, aux multiples campagnes outre-mer avant la guerre, ne s'est pas montré meilleur ou pire commandant d'armée, de groupe d'armées et de théâtre français que Pétain, par exemple, qui a eu une carrière strictement métropolitaine. Foch a conduit les armées alliées à la victoire sans jamais avoir tiré un coup de feu de sa vie sur un quelconque théâtre d'opérations. Quant à Nivelle, qui fut celui qui a commis l'une des plus lourdes erreurs d'appréciation dans l'exercice de son commandement, il avait l'expérience d'un conflit local mettant en jeu une coalition multinationale sous commandement allemand, la guerre des Boxers en Chine en 1900. L'expérience, opérationnelle ou non, ne s'est pas révélée discriminante au cours du premier conflit mondial.

La période de l'entre-deux guerres a été marquée par deux types d'opérations : la pacification du Maroc, doublée de la guerre du Rif et les opérations du Levant, notamment la révolte druze. Comme précédemment, ces opérations relevant des Théâtres d'Opérations Extérieurs (les T.O.E.) n'ont, à l'exception de la guerre du Rif, concerné que des unités africaines ou coloniales. La guerre du Rif constitue une exception : en premier lieu parce qu'elle constitue la première et la seule guerre nationaliste remportée par l'armée française<sup>(5)</sup>, ensuite, parce que la métropole a été mise à contribution pour la fourniture de renforts ; chaque région militaire - il y en avait dix-neuf - devait mettre sur pied un régiment de marche (déjà !) constitué de bataillons en provenance de l'ensemble des formations d'infanterie stationnées sur le territoire de la région.

À l'issue de la Seconde guerre mondiale, les opérations menées par l'armée française se sont initialement déroulées dans le cadre des guerres de décolonisation : Indochine d'abord et Algérie ensuite, mais aussi Madagascar, la Tunisie et le Maroc, les opérations de maintien de l'ordre plus ou moins musclées en Afrique noire et, en 1957, de véritables opérations militaires en Mauritanie.

(1) Le drame de 1940, Paris, Plon, 1965.

(2) Le général Tanant qui avait été le remarquable chef d'état-major du général Humbert, commandant la 3<sup>e</sup> armée durant la Grande Guerre.

(3) Mis à part cinq mois de chef de cabinet de de Lattre sanctionnés par un infarctus dû au surmenage.

(4) À l'époque, un régiment d'infanterie comptait trois bataillons, chacun d'un effectif supérieur à 1 000 hommes.

(5) Par le recours à des modes d'action et une organisation du commandement « classiques » du type « Front du Nord-Est » sans prendre en considération les contraintes de la présence de la population locale.

# DOSSIER

L'Indochine n'a concerné que les personnels d'active, ce qui a eu pour corollaire de « pomper » l'encadrement de contact des formations en occupation en Allemagne et en métropole. En outre, comme le gouvernement s'était engagé à fournir 10 divisions françaises à l'OTAN, mis sur pied en 1950, les ministres, suivis en cela par les chefs d'état-major, notamment le général Blanc, se sont opposés ou ont freiné la mise à disposition de renforts au profit du corps expéditionnaire. C'est ainsi qu'en mars 1951, après Vinh Yen, le jour même où de Lattre posait le pied en France pour venir réclamer des renforts à son ministre, *Le Monde* publie à sa « une » un article anonyme mais signé symboliquement de ses deux étoiles de brigadier, du sous-chef Organisation-Effectifs de l'état-major de l'armée intitulé : « *Pas un homme, pas un sou pour l'Indochine* ». Ambiance !

En outre, la guerre d'Indochine a eu un impact direct très lourd en Afrique du Nord : comme la majorité des unités y étaient d'active, très vite, la présence militaire française en Afrique du Nord s'est amenuisée jusqu'à devenir insignifiante. Pour prendre l'exemple de l'Arme blindée, en novembre 1954, au moment du déclenchement de l'insurrection en Algérie, la présence des formations de l'A.B.C. y est presque anecdotique, puisque, outre deux escadrons autonomes de spahis montés, on n'y dénombrait que l'ossature de quatre régiments aux effectifs fort incomplet. Enfin, de tous les conflits « périphériques » que la France eut à conduire, c'est celui qui fut le plus lourd en coût humain.

Quant à la guerre d'Algérie, elle constitue l'effort militaire le plus important que la France ait consenti depuis 1945, le plus coûteux<sup>(6)</sup>, et le plus dramatique en termes de cohésion de l'armée de Terre.

Simultanément à l'époque de l'Indochine, il s'est mis en place un nouveau type d'opérations destiné à un bel avenir, les opérations de l'ONU avec le déploiement en 1948 des premiers observateurs dans le Sinaï.

Après 1962, les opérations se sont d'abord focalisées sur le Tchad dès 1968, et depuis le soutien au régime de Tombalbaye, l'engagement français n'y a quasiment jamais cessé jusqu'à nos jours. À compter de 1978, le théâtre libanais s'est également ouvert et n'a, au-delà des avatars de l'engagement français, jamais été fermé. Mais, s'agissant de l'implication de la totalité des personnels d'encadrement de l'armée de Terre, le tournant s'est produit avec l'engagement sur les théâtres balkaniques, à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, lorsqu'il a fallu, relève après relève, alimenter la participation française en Bosnie (que ce soit dans le cadre de la FORPRONU ou de l'IFOR), puis du Kosovo. Il est à noter d'ailleurs que quel que soit le grand commandement multinational déployé, ils ont tous été, à un moment ou un autre placés sous le commandement d'un officier général français<sup>(7)</sup>.



Attentat Drakkar

À ce titre, les opérations balkaniques constituent une césure en terme de culture opérationnelle française : d'abord parce que les générations les plus anciennes qui n'avaient connu que le « désert des Tartares » de l'affrontement Est-Ouest gelé en Europe après la guerre d'Algérie ont pu connaître, en fin de carrière, une projection et un déploiement opérationnel, quelle qu'ait pu être leur affectation d'alors. Mais surtout, pour les plus jeunes générations, à partir de cette époque, les officiers, sous-officiers et jeunes engagés volontaires ont tous acquis une expérience opérationnelle de lieutenant ou de capitaine. Et cela change tout. De nos jours, un jeune cyrard est assuré d'être projeté dès sa première année en régiment ; quand un jeune engagé volontaire signe son engagement, il sait que, quelle que soit sa spécialité, son arme ou son régiment, il sera projeté en opérations.

Ainsi, au terme d'une boucle d'un siècle et demi, marqué par la succession de conflits très intenses et de périodes de paix, l'armée française renoue depuis une petite dizaine d'années avec l'opérationnel quotidiennement. Il ne faut jamais perdre de vue que c'est sa seule raison d'être.



(6) Elle a considérablement retardé la modernisation de l'armée de Terre qui n'a pu réellement s'enclencher qu'après sa conclusion.

(7) J'observe d'ailleurs que lorsque les généraux Cot, de La Presle ou de Kermabon ont exercé leurs commandements respectifs, la France n'avait pas éprouvé le besoin de réintégrer le commandement intégré de l'OTAN.

# SUR LE SOL NATIONAL

PAR LE GÉNÉRAL D'ARMÉE BRUNO DARY - PROMOTION « DE LINARÈS » (1972-74)

**Lorsque le thème du Casoar a été présenté, puis les sujets des différents articles détaillés, je me suis aperçu que le territoire national était insuffisamment développé ! Le sang de l'ancien « Gouverneur militaire de Paris » n'a alors fait qu'un tour et celui qui eut la charge, durant 5 ans, d'être « Monsieur Vigipirate » se devait de prendre la plume pour expliquer l'engagement sur le « TN » !**

**E**n effet, tous les 15 jours - ce qui était à l'époque le rythme des rotations des unités qui venaient en Ile-de-France - je recevais personnellement les chefs de groupements tactiques dans mon bureau pour leur expliquer les spécificités de la mission qui leur incombait :

- son importance : bien que la zone d'engagement n'avait pas « l'attractivité » de l'Afghanistan, ni du Sahel, c'était la France avec sa capitale, qui était la « terre de nos pères, la sécurité des familles et l'avenir de nos enfants » ;

- sa sensibilité : nos soldats allaient patrouiller de façon isolée, par petite équipe de 3, avec leurs armes approvisionnées, parfois dans des lieux sensibles et toujours où se trouvait la foule ;

- son discernement, car la mission ne devait pas empêcher les étudiants d'étudier, les affaires de se faire, les touristes de gambader, et même les vendeurs à la sauvette de faire leur petit business, car la sécurité publique ne rentrait pas dans notre mission...

## L'expérience acquise avec Vigipirate en Ile-de-France

Depuis le 7 janvier 2015, tout semble malheureusement plus évident, mais, à l'époque, tout ne coulait pas de source et si les évolutions ont été constantes, elles ne furent pas toujours faciles à mettre en œuvre :

- l'adoption d'armes à létalité réduite, plus connues sous le nom d'armes non létales, s'est faite très progressivement et a été un succès manifeste ; en effet, tout en reculant l'éventualité d'une ouverture du feu intempestive, elles se sont avérées souvent plus dissuasives que nos armes à feu, notamment devant la petite délinquance ; dans le même état d'esprit, la généralisation de l'ISTC (instruction sur le tir de combat) et du TIOR (technique individuelle offensive rapprochée) a permis d'élaborer une graduation et une adaptation de la riposte au milieu d'une foule peu hostile et donc d'un environnement sensible et complexe ;

- il a également fallu batailler, immeuble par immeuble, pour conserver des infrastructures disponibles, y accueillir les soldats de Vigipirate, et anticiper toute augmentation d'effectifs ; or, l'époque était plutôt à l'aliénation des immeubles de la Défense qu'à leur conservation ;

- la création du bataillon de réserve d'Ile-de-France, s'est faite « au forceps », et de façon très progressive, en fonction des financements obtenus ; l'Ile-de-France, en effet, est devenue progressivement, au rythme des réformes successives, un « désert militaire » ; beaucoup ne voyaient pas, à l'époque, l'utilité réelle d'une formation de Réserve Opérationnelle sur Paris, alors qu'aujourd'hui, on peut en voir la promotion dans le métro parisien...

- nous n'avons jamais pu obtenir que les unités élémentaires, les « UE Proterre », relèvent d'une même formation, ce qui aurait pu constituer des groupements tactiques cohérents et plus faciles à engager ou à faire manœuvrer, tout en simplifiant la structure de commandement ;

- enfin, les négociations successives avec la Préfecture de Police ont permis de donner une capacité de manœuvre à une mission jusque-là, essentiellement statique, en adaptant le dispositif aux mouvements quotidiens de la population, en limitant la surveillance statique des sites fixes, en augmentant notre présence dans les rues et les transports par des patrouilles et des mouvements permanents, et en donnant ainsi un caractère aléatoire et évolutif au dispositif militaire.



## La mission des forces armées

Et puis, il y a eu le 7 janvier avec cette tuerie en plein Paris, qui a profondément modifié la situation, l'opération « Sentinelle » ayant remplacé « Vigipirate », notamment à Paris, où, il faut le noter, a lieu la majorité des attentats terroristes. On a pu entendre ou lire certains anciens officiers généraux s'élever contre l'engagement important de l'armée de Terre, en disant qu'elle n'était pas faite pour cela... Pour répondre à cette critique, deux aspects sont à considérer : le principe de cet engagement et ses modalités.

Sur le principe, la réponse est claire et sans appel ! Elle est même précisée dès l'article 1 du statut général des militaires, réécrit en 2005 :

*« L'armée de la République est au service de la Nation. Sa mission est de préparer et d'assurer, par la force des armes, la défense de la patrie et des intérêts supérieurs de la Nation. L'état militaire exige en toute circonstance esprit de sacrifice, pouvant aller jusqu'au sacrifice suprême, discipline, disponibilité, loyalisme et neutralité. Les devoirs qu'il comporte et les sujétions qu'il implique méritent le respect des citoyens et la considération de la Nation. »*

# DOSSIER

Alors, si les armées, et plus particulièrement l'armée de Terre, ne sont pas conçues d'abord pour protéger la population française, il faut en faire l'économie ! L'armée de Terre, souvent et longtemps engagée en opérations extérieures, a pourtant toute sa place sur le territoire national ! Pour les autres armées, on peut d'ailleurs noter qu'une part non négligeable de leurs forces est engagée depuis longtemps et en permanence dans la protection du territoire national et de la population : la Marine avec la surveillance et le contrôle des côtes françaises et de la Zone économique exclusive (la ZEE) ; l'armée de l'Air avec la surveillance de notre espace aérien à partir du Centre national des opérations aériennes (CNOA) de Mont-Verdun ; et sans parler de nos camarades gendarmes, qui, eux, sont répartis sur l'ensemble du pays et veillent en permanence sur notre tranquillité ! Détail non négligeable cependant, la plupart des militaires engagés dans ces missions permanentes, sont le soir de retour à la maison ou dans leurs foyers, ce qui n'est pas le cas des soldats de l'armée de Terre... Enfin, remarque personnelle, il n'y a rien de choquant, à mes yeux, que tout soldat de l'armée de Terre passe quelques semaines, chaque année, à défendre un territoire, qui est son pays ! Tout ensuite est une question d'équilibre et de mesure.

## Un engagement aux aspects contre-productifs

Si le principe d'engagement de l'armée de Terre ne fait aucun doute, il faut, en revanche, regarder de près les modalités de cet engagement, non pas tellement parce que « le diable se cache dans les détails », mais surtout parce que le cadre a profondément changé. Comme le chef de l'État - et chef des Armées - a dit et répété à l'envi que nous étions en « état de guerre », il s'agit que les modes d'action des soldats soient adaptés à cette nouvelle situation et surtout à cet adversaire ; il en va de l'efficacité, de la pérennité et même du succès de la mission et donc de l'éradication du terrorisme. Or, on ne le dira jamais assez, le mode d'action actuel est bien trop figé ; cet immobilisme est contre-productif pour ne pas dire, à terme, catastrophique, face à un adversaire, mobile, masqué, violent et noyé dans la population. En outre, plus le mode d'action de l'adversaire sera violent, c'est-à-dire plus il se rapprochera de situations rencontrées sur nos théâtres d'opérations récents, plus les savoir-faire, les tactiques et les moyens techniques de nos soldats devront être adaptés, du moins ponctuellement, à la situation locale.

L'immobilisme des procédés demandés à l'armée de Terre sont particulièrement contre-productifs pour plusieurs raisons :

- le fait d'être engagé à garder des points assure évidemment la protection de ces points, mais montre, inversement, que les autres points ne le sont pas ! Pour être plus concret, si on ne garde que des lieux de culte, on ne surveille pas les salles de spectacle...

- comme le dispositif est totalement engagé, il n'existe que très peu de capacité de manœuvre et toute réaction dans de brefs délais est impossible ; tout chef qui a commandé en opérations sait bien qu'il doit conserver en permanence une réserve opérationnelle, pour faire face à l'imprévu, sur court préavis ;

- en outre, il a été décidé, à la suite du 7 janvier, de garder certains points jugés sensibles ; mais la présence nouvelle et visible de soldats en armes devant la façade de certains lieux, a révélé la sensibilité même de ces bâtiments, alors que jusqu'à présent, tout le monde, ou presque, ignorait leur existence ou leur sensibilité ! Que pourra-il se passer, lorsque ces soldats seront affectés à une autre mission sur un autre lieu ?

- la mission de « Sentinelle » n'est pas très valorisante pour des soldats professionnels, rompus pour la plupart à des missions bien plus difficiles dans des environnements plus tendus ; leurs capacités tactiques, leur disponibilité et leurs moyens techniques, s'ils étaient utilisés à bon escient, pourraient largement améliorer leur performance et donc la sécurité de tous !

- enfin, dernière critique, et non des moindres, il est à craindre une usure des personnels : en effet, les soldats, chargés de famille, sont loin de leur garnison et l'absence du père ou de l'époux risque de peser rapidement, car l'absentéisme se rajoutera à celui des missions extérieures et de l'entraînement opérationnel ; en outre, nos soldats risquent de perdre, à terme, leurs savoir-faire, qui exigent un entraînement varié et constant...



## Quelques pistes pour accroître l'efficacité de notre engagement

Or, les derniers drames du 13 novembre montrent un durcissement manifeste de la menace, avec des djihadistes qui n'hésitent plus à se faire sauter avec une ceinture d'explosifs, un nombre impressionnant de victimes et surtout des cibles élargies à l'ensemble de la population. Tout en évitant surtout de comparer Paris à Kaboul ou à Bangui, la situation actuelle peut ressembler, brusquement et ponctuellement, à celles que nos soldats ont rencontrées ou rencontrent sur les théâtres d'opérations : un calme trompeur, avec de courtes périodes imprévisibles d'une violence inouïe, où nos savoir-faire opérationnels deviennent donc de plus en plus transposables, mais de façon momentanée !

L'heure est certainement venue de reconsidérer les rapports entre les autorités militaires et préfectorales, car, pour mieux faire face à une menace qui se durcit et s'apparente à celle des opérations extérieures, il devient indispensable de donner aux forces armées cette capacité de manœuvre, dont elles sont aujourd'hui privées sur le territoire national, et qui leur permettrait d'apporter une véritable plus-value

à la « situation de guerre actuelle ». Si le Président de la République a répété à plusieurs reprises que nous étions en guerre, cela sous-entend bien que les armées, responsables de la conduite des opérations de guerre, peuvent et doivent se voir confier la conduite de certaines actions.

Leurs capacités spécifiques peuvent s'exercer dans trois domaines : la diminution de nos vulnérabilités, la dissuasion à l'égard des terroristes et l'intervention.

- La diminution de nos vulnérabilités : notre mode de vie et nos habitudes quotidiennes se sont établis sur le postulat que tous les Français et leurs hôtes de passage adhéraient aux mêmes principes et n'avaient pas recours en permanence à la présence de personnes armées pour les protéger ; or, les opportunités de porter gravement atteinte aux Français, comme au *Bataclan*, sont pléthoriques et permanentes ; il devient désormais vital, de rechercher nos propres vulnérabilités parmi les activités plus ou moins importantes, et d'adapter en permanence le dispositif sécuritaire, pour chercher à les réduire ;

- La dissuasion à l'égard des terroristes : la dissuasion constitue la première, si ce n'est la meilleure des protections : d'abord par des moyens techniques modernes de surveillance électronique, de détection d'intrusion, de protection renforcée, ce qui évite d'éparpiller son dispositif en plaçant des sentinelles partout ; ensuite par une présence militaire ou policière aléatoire, notamment dans les lieux sensibles et en fonction des activités, en affectant des unités à une zone géographique plus qu'à un point particulier ; et enfin par un dispositif judiciaire rigoureux, car aucune action ne sera efficace sur le long terme, si elle n'est pas accompagnée et suivie par une réponse administrative et judiciaire efficace...

- L'intervention, car l'adversaire doit être conscient que les dispositifs de protection et de dissuasion sont complétés par des détachements armés susceptibles d'intervenir en tout point et sous très brefs préavis. Les dernières tragédies, que ce soit boulevard Voltaire, au Bataclan, ou même à Saint-Denis, sont d'une telle violence, qu'elles rejoignent celles rencontrées sur certains théâtres d'opérations, et pour lesquelles les unités d'infanterie notamment sont équipées, entraînées et rompues ; par exemple, une section en alerte immédiate par arrondissement serait certainement plus efficace, voire dissuasive, que 10 trinômes répartis sur toute l'étendue de l'arrondissement...

Mais, sans doute, la première mesure à prendre serait-elle de changer le nom de cette opération « Sentinelle », car la sémantique joue un rôle plus important que beaucoup ne le pensent. Or, ce nom traduit une attitude, qui cantonne l'armée de Terre dans un rôle secondaire, dans laquelle elle risque de perdre son âme et son « esprit combattant ». Empruntons un nom de notre histoire ou de la mythologie, qui traduirait cette notion et cette capacité de fulgurance que pourraient apporter les unités de l'armée de Terre au dispositif sécuritaire déployé en France !



## COMMUNIQUÉ



### Les 130 ans de La Saint-Cyrienne... À vos plumes !

Créée en 1837, La Saint-Cyrienne fêtera son 130<sup>e</sup> anniversaire l'an prochain. Pour célébrer cet événement, le *Casoar* de janvier 2017 sera un numéro spécial dont le dossier sera consacré à la vie de toutes les promotions étant passées par Saint-Cyr depuis 1930, date d'entrée à la Spéciale de nos Anciens de la Maréchal Joffre.

Par le biais de leurs secrétaires que nous allons contacter, les promotions seront invitées à écrire un article d'une demi-page, accompagnée éventuelle d'une photo ou croquis, sur un sujet entièrement libre, le fil conducteur étant Saint-Cyr.

Il n'y a pas d'urgence mais il faut y penser dès maintenant. Les textes seront à envoyer dans un volume maximal de 1800 signes, à [casoar@saint-cyr.org](mailto:casoar@saint-cyr.org)

Un beau dossier en perspective qui sera la preuve éclatante de notre fierté et de notre solidarité de Saint-Cyrien !

# ABÉCÉDAIRE DU CHEF DE CORPS

PAR LE COLONEL JEAN-JACQUES FATINET - PROMOTION « MARÉCHAL LANNES » (1993-96) - COMMANDANT LE 4È RÉGIMENT DE CHASSEURS

**Être projeté revient à écrire une histoire dont les limites ne sont pas simplement bornées par les seules dates de départ et de retour. D'ailleurs, rien n'est si simple quand vos hommes sont au cœur de vos préoccupations. Telle est la raison pour laquelle il s'agit bien d'une aventure, faite de satisfactions, de douleurs, de temps morts et de situations paroxystiques. Il n'y a pas d'échappatoire, seulement des soldats qui font leur devoir, qui servent leur pays.**

**A : Attente**, du départ, du retour, des nouvelles du régiment et de la famille, des ordres... impatience du chef donc, mais aussi du soldat. Attentes qu'il faut parvenir à gérer en compagnie de ses subordonnés, en famille, seul.

**B : Base arrière**, sur l'organisation de laquelle une attention toute particulière doit être portée pour assurer au régiment un fonctionnement spécifique, mais selon des fondements intangibles permettant, dès le retour de projection, une remontée en puissance en toute sérénité en limitant les à-coups (gestion RH, programmation, budgétisation, soutien, ...) aux effets destructeurs en termes de fidélisation.

**C : Chefs**, de tous grades, sur lesquels repose dès à présent la réussite future de la mission. De leur capacité à se mobiliser et à préparer leurs subordonnés dépend le niveau opérationnel de l'unité au sein de laquelle ils servent.



**D : Divorces** (ou séparations) dont le nombre ne cesse de grandir à l'instar du reste de la société française. La précarité familiale devient un sujet d'une prégnance manifeste dont l'impact sur la disponibilité de nos cadres et engagés n'est pas négligeable. Divorces avant le départ, pendant la projection ou au retour de celle-ci, toutes les configurations existent malheureusement pour des situations de détresse dont la portée dépasse celle d'un temps de commandement.

**E : Esprit de corps**, pierre angulaire de notre engagement pour répondre avec détermination aux exigences de notre métier de soldat et aux défis professionnels et personnels qui ne manqueront pas de se présenter. À entretenir coûte que coûte.

**F : Familles**, celles de nos cadres et engagés, qui doivent pouvoir trouver au régiment (avant, pendant et après la projection) une réponse à tout problème rencontré par un de ses membres, soit directement par des « offres de service » (BEH, ASA, CSA, ...), soit indirectement par des « relais de service » (amicale des Anciens, lien communautaire particulier, fédération d'entraide, ...).

**G : GTIA**, structure de projection désormais classique mais bien différente de la structure de vie courante, la structure régimentaire, qui nécessite de répondre aux défis de la modification des liens de subordination dans la vie quotidienne et d'intégration d'unités et d'individuels extérieurs au régiment.

**H : Humain**, qualificatif d'un commandement « le cœur sur la main » qui accorde à chacun, cadres et militaires du rang d'active et de réserve mais aussi personnel civil (qui assurera la base arrière), la considération qu'il est en droit d'attendre de la part de son chef.

**I : Interarmes**, nature du combat mené sur l'ensemble des théâtres d'opérations extérieures qui nécessite une formation (parfaitement assumée par nos écoles de spécialité), une instruction et un entraînement dédiés (en phase de mise en condition avant projection) et une connaissance mutuelle, gage d'une compréhension réciproque des contraintes et impératifs du quotidien.

**J : Jour**, celui du départ, quand s'entremêlent excitation et appréhension face à l'inconnu qui se dévoile, joie des partants et tristesse de ceux et celles qui restent derrière, « médiatisation » des élus et « oublié » d'une base arrière dont la tâche ingrate n'en reste pas moins aussi noble qu'essentielle.

**K : Kilo** associé au poids des responsabilités, au poids des équipements qui vont être portés par mes hommes pendant des semaines, au poids de la caisse personnelle dans laquelle vont se côtoyer les photos de ma famille et mon étui PA !

**L : Liens** à organiser avec la base arrière (régimentaire et familiale) pour permettre à tous de disposer d'un suivi de ce qui se passe des deux côtés de la mission, de demeurer attentif aux préoccupations des uns et des autres, de disposer d'un « sas individuel de décompression » et de préparer le retour.

**M : Mise en condition avant projection (MCP)** qui consiste, après une remise à niveau des fondamentaux du niveau individuel jusqu'au niveau régimentaire, à finaliser la préparation conformément aux attendus spécifiques du théâtre d'opérations concerné (nature de l'ENI, des missions à conduire, exigences climatiques et équipements particuliers, ...). À ne pas manquer !

**N : Ne pas oublier que moi aussi j'ai été chef opérations, commandant d'unité et chef de peloton** et que chacun d'eux doit être commandé avec doigté tout en bénéficiant de la liberté d'action nécessaire pour assumer avec justesse ses fonctions. Leur faire confiance et surtout ne pas leur prendre leur place !

**O : OPEX**, sacro-saint acronyme dont le charme continue de fonctionner (parfois plus que de raison !) pour recruter et fidéliser toutes les catégories de personnel toujours prêtes à relever le défi, partir pour une aventure inédite, vivre une nouvelle expérience professionnelle et humaine en compagnie de ses frères d'armes.

**P : Padre**, parce que la présence de notre aumônier, celui que nous connaissons, qui vit avec nous, constituera à la fois une force, un appui et un soutien dont l'ensemble du GTIA va pouvoir bénéficier aussi bien dans les moments de crise que dans les éventuelles phases plus oisives.

**Q : Qui-vive**, posture du chef qui sait qu'à chaque instant tout peut arriver et qu'à ce moment-là les regards vont se tourner vers lui. Se préparer, s'y préparer mais aussi y préparer ses subordonnés par un travail quotidien de responsabilisation, de mise en confiance... et de connaissance de son chef (en appliquant la règle des « avec » : parler avec, travailler avec, vivre avec... et aussi rire avec).

**R : Retour**... de tous.

**S : Sentinelle**, opération sur le territoire national qui mobilise le régiment depuis janvier 2015 et qui nécessite d'apprendre à vivre, instruire et entraîner « autrement » alors que les exigences opérationnelles extérieures demeurent inchangées : un beau défi pour le chef du bureau opérations instruction !

**T : Troubles psychologiques** qui affectent toujours trop de cadres et engagés au retour de mission, voire lors de la mission suivante. Leur prise en compte, en progrès constants grâce à la mobilisation conjointe des cadres de contact, de la chaîne Environnement-humain et du Service de Santé des Armées, permet de suivre et soigner tous ceux (mais seulement ceux) qui ont pu être détectés.

**U : Unité**, en référence à l'esprit de corps, car le régiment, même éclaté, avec un escadron et des pelotons aux ordres d'autres chefs de corps de la brigade, demeure une famille, celle qui se rassemble derrière son étendard, qui se retrouve derrière un insigne et une devise, qui se reconnaît au travers d'un ADN particulier.

**V : Visites** (avant départ) à rendre à ses chefs pour leur livrer un dernier point de situation avant de passer la main au commandant en second mais aussi à ses subordonnés (ceux qui partent et ceux qui restent) pour témoigner des liens de confiance tissés chaque jour pendant plusieurs mois, les assurer de la considération que je leur porte dans cette phase toujours sensible, leur montrer qu'un chef en opération est avant tout un chef qui s'est préparé avec eux et aussi grâce à eux.

**W : Wingo** (ordre préparatoire), celui que tout le monde attend pour enfin partir, lancer l'action, concevoir, conduire et contrôler une manœuvre qui sera d'autant mieux réalisée qu'elle sera simple et conforme aux canons de la tactique. Lisible peut-être mais tellement efficace.



**X/Y/Z : les effectifs d'officiers, sous-officiers et engagés** liés au recrutement complémentaire induit par la révision de juillet 2015 de la LPM 2014-2019 et qui verra par conséquent le régiment accueillir en son sein une cinquième unité de combat dès la fin de l'année 2015. Des jeunes qui partiront avec moi quelques mois après avoir rejoint nos rangs... à l'aventure !

Cette aventure sans fin, souvent fantasmée avant le départ, idéalisée longtemps après le retour, c'est finalement un abécédaire de préoccupations sans cesse renouvelées, lettres derrière lesquelles chacun peut inscrire un mot ou attacher une image. L'aventure en 2015 : quelle chance !



# DOSSIER



EH, LES MECS! QU'EST-CE QUE VOUS FOUTEZ? Y'A LE DÉSERT QUI POUDDRAÏE!

JE VAIS FAIRE VIGILANTIE. JE RELIS LE CODE CIVIL ET LE CODE PÉNAL.

MOI, J'ÉPRÉPARE MON CR2.

MOI, J'ÉSSAÏE DE COMPRÉNDRE MON BULLETTIN DE SOLDE. LOUVORS S'EST ENCOGE PLANTÉ.

\*

# OPÉRATION HARPIE

PAR LE LIEUTENANT JEAN-VIANNEY LALLEMAND - PROMOTION « CAPITAINE DE CACQUERAY » (2009-12)

**La 2<sup>e</sup> compagnie de combat du 3<sup>e</sup> Régiment du génie n'a pas appris d'un bon œil son départ en mission courte durée (MCD) en Guyane, programmée au début de l'année 2015 pour quatre mois. Étant partie l'année précédente en Martinique, elle prétendait devoir partir en OPEX en Afrique à l'image des autres compagnies de combat du régiment. Mais il n'en a pas été ainsi et la compagnie s'est finalement lancée pleinement dans sa mise en condition avant projection.**

Le programme était le suivant : un stage tactique pour les cadres au CENTAC (Centre d'entraînement au combat), un stage d'aguerrissement au GAM (Groupe d'aguerrissement en montagne) pour tous et enfin un séjour de compagnie de deux semaines au camp du Valdhaon pour une campagne de tir.

La semaine de travail tactique sous la direction du CENTAC consistait en un rappel rapide sur la tactique au niveau de la compagnie et au niveau de la section. Cette semaine a permis aux cadres, de travailler à leur niveau sur la conception des ordres tactiques ainsi que de remettre au goût du jour les outils comme les backbriefs, les rehersals... Pour sa préparation physique, la compagnie a réalisé le stage d'aguerrissement au GAM à Modane. Le stage comprend trois semaines en montagne où les sections exécutent des marches, du combat en montagne, des via-feratas, des descentes en rappel, des courses d'orientation.

Ces trois semaines au GAM ont permis à la compagnie de progresser dans bien des domaines tels que la marche avec sac lourd, le combat Proterre et a permis surtout d'affirmer la cohésion de la compagnie dans des moments parfois difficiles.

Après les semaines de permissions de Noël, la 2<sup>e</sup> compagnie est partie pour la Guyane et est devenue « la 3<sup>e</sup> CIE tournante du 9<sup>e</sup> RIMA ». À son arrivée, il faut aussitôt percevoir le matériel de la compagnie descendante, percevoir les bâtiments, faire la cérémonie de passation de commandement de la compagnie.

Il faut désormais que toutes les sections de combat suivent le stage PREMIFOR : ce stage très intéressant et pédagogique permet aux unités d'apprendre les techniques nécessaires aux déplacements, au combat et à la vie en forêt équatoriale. Il se termine par une évaluation de l'ensemble de la section. Du résultat de cette évaluation dépend l'aptitude des sections pour des missions autonomes en forêt. Les 4 sections de la compagnie obtiennent la capacité de partir en forêt sans aucune restriction. À l'issue de ce stage, les sections vont s'installer sur les différentes emprises de la 3<sup>e</sup> Cie du 9<sup>e</sup> RIMA. Les postes isolés en forêt (PPI, GRAND SANTI, Base Opérationnelle de Saint-Jean-du-Maroni, quartier Loubère à Cayenne).

La répartition des missions de la compagnie est la suivante :

- 2 sections opérationnelles pour réaliser des missions en forêt à partir de postes isolés,

- 2 sections pour monter la garde et réaliser des travaux de rénovation à la BOA (Base opérationnelle avancée) de Saint-Jean-du-Maroni et au quartier Loubère de Cayenne.



Chaque section tournera autour de ces missions pendant un mois.

Ma section, la 3<sup>e</sup>, a commencé par monter la garde au quartier Loubère tout en suivant une formation sur la technique de destruction de puits avec des explosifs civils en vue de réaliser une mission de destruction de puits (celle-ci n'aura finalement jamais lieu). Après un mois de garde qui a semblé particulièrement long pour l'ensemble de la section, elle est partie s'installer à la BOA de Saint-Jean et a commencé à réaliser ses missions en forêt. Tout d'abord, quelques missions simples de reconnaissance de zone. En effet, les gendarmes ne pouvaient pas à ce moment participer à nos missions en forêt ; en leur absence, notre travail consiste seulement à recueillir du renseignement. Avec leur présence, nous pouvons démanteler les sites orpailleurs illégaux rencontrés. Nous les appuyons dans leurs perquisitions et dans les destructions des sites. Tout le matériel, nourriture, abris... passe par le feu où est détruit à la masse sur place.

Ces premières missions de reconnaissance permettent de déceler des sites importants d'orpaillage illégaux. Ces sites seront par la suite démantelés par les gendarmes appuyés par ma section.

Ces missions demandent une grande préparation. Il faut coordonner les gendarmes, les moyens fluviaux ou aériens, le personnel médical. Les pirogues sont utilisées pour plus de 75% des missions. Elles permettent de se déplacer rapidement sur de longs trajets sans effort. Puis après avoir été débarqués à environ une dizaine de kilomètres de l'objectif, nous commençons l'infiltration à pied pour utiliser l'effet de surprise. Si l'objectif est trop loin pour les pirogues ou si les rivières ne sont pas navigables dans le secteur, on utilisera l'hélicoptère et on tentera de débarquer directement sur l'objectif ou à environ 10 km pour s'infiltrer à pied par la suite. Une fois arrivés aux abords, nous nous emparons du site avec pour objectif de bloquer la fuite « des garimpeiros ». Après s'être emparés du site et l'avoir sécurisé, les gendarmes commencent leur perquisition pendant que mes soldats les appuient et fouillent les alentours en vue de rechercher les caches de matériels. Pour réaliser un gros

# DOSSIER

bilan, il faut arriver à la levée du jour sur les sites. Ainsi, nous surprenons les garimpeiros dans leur hamac et ces derniers n'ont pas le temps de cacher leur matériel. Chaque mission dure la plupart du temps entre deux et cinq jours.

Rapidement la section fait du bilan. Les moteurs et les corps de pompe détruits s'accumulent, les litres de carburant sont brûlés les tronçonneuses, quad, détecteurs de métal sont détruits...



Après un mois passé à la BOA de Saint-Jean-du-Maroni, la section part renforcer la 2<sup>e</sup> compagnie du 3<sup>e</sup> REI dans son opération TAVARA. La mission de quinze jours en forêt en totale autonomie consiste à appuyer trois gendarmes dans le démantèlement de tous les sites d'orpailleurs illégaux dans un secteur de 150km<sup>2</sup> et occuper le terrain pour empêcher les garimpeiros de se réinstaller. Cette fois-ci la section fait appel dans un premier temps aux pirogues puis aux hélicoptères afin d'accéder au site de Roche Couronnée, réputé très difficile d'accès. La section passera deux semaines à

patrouiller dans ce secteur vallonné, en grande partie inondé et réputé mauvais car les légionnaires sont régulièrement victimes de maladies infectieuses. Le bilan est cette fois très faible. Les garimpeiros ont fui avant même notre arrivée. En fouillant la zone, quelques caches sont découvertes mais le bilan n'est pas excellent comparé aux efforts consentis dans les déplacements extrêmement difficiles. Cependant, la section ne baisse pas les bras et continue ses patrouilles afin de passer au peigne fin tout son secteur.

Après cette mission avec le 3<sup>e</sup> REI si riche en souvenirs, la section part s'installer dans deux postes isolés Repentir et Dorlin. Elle effectuera là-bas aussi de nombreuses missions et améliorera encore son bilan avant de repartir définitivement pour Cayenne puis en métropole.

Pour l'ensemble de la compagnie, ce séjour en Guyane a été très formateur. La mission HARPIE est une mission opérationnelle où les chefs de section et chefs de groupe ont une très grande autonomie. C'est une mission particulièrement exigeante d'un point de vue physique et sur le plan psychologique. Les erreurs de topographie, les oublis de matériel... sont aussitôt sanctionnés par la nature. De plus, cette mission nous a permis de connaître le travail de la gendarmerie mais aussi de découvrir le combat en jungle équatoriale.

Toutefois tout le séjour n'a pas été aussi rose. Le mois de garde à Cayenne a semblé très long, l'annulation des destructions des puits a été un peu décevante...

Mais les missions en forêt ont laissé d'excellents souvenirs bien plus forts que les désagréments. La 2<sup>e</sup> compagnie de combat du 3<sup>e</sup> RG est donc revenue satisfaite de sa mission en Guyane et heureuse d'avoir vécu des moments uniques en forêt.



**COMMUNIQUÉ**



## LES FUTURS DOSSIERS DU CASOAR

**avril 2016** : S'engager autrement : amicales, associations, APNM

**juillet 2016** : Centenaire de la Grande Guerre, 1916

**octobre 2016** : Exercice du commandement

# UNE BRIGADE AU COMBAT

PAR LE GÉNÉRAL DE DIVISION BERNARD BARRERA - PROMOTION « GÉNÉRAL DE MONSABERT » (1982-85)

**Serval appartient déjà au passé et nos forces terrestres sont engagées quotidiennement en opérations extérieures comme sur le territoire national pour défendre le pays et sa population. Véritable concentré d'armée de Terre, la brigade projetée en 2013 s'est illustrée au cours de la libération du Mali par la fulgurance de ses actions et la dureté des engagements en zones difficiles (villes, montagnes, désert). Bénéficiant de l'expérience acquise au cours des dernières décennies, des Balkans à l'Afrique en passant par l'Afghanistan, nos unités se sont adaptées au terrain, à la chaleur, aux élongations et à cet ennemi djihadiste bien différent des traditionnels rebelles africains.**

Elles ont renoué avec la manœuvre dans la profondeur, la surprise et la victoire tactique. Avec le bref recul qu'offre cette opération et au risque de ne pas tout énumérer, il peut être intéressant pour nos générations de jeunes officiers de mettre en exergue les principes intangibles qui ont éclairé un commandant de brigade interarmes au combat à travers cet exemple récent. Ces rappels n'étonneront pas les anciens tant le métier militaire obéit à des règles sans cesse redécouvertes. Les guerres s'annoncent rarement. Aussi faut-il avoir les idées claires et des convictions dans la préparation et la conduite des opérations.

## Commander, fédérer, planifier, des principes simples dans la préparation

Nos forces terrestres tirent leur force de leur cohésion, de la préparation des unités, de leur expérience et de leur polyvalence. Toutes nos brigades ont mûri sous le soleil du Sahel, dans l'humidité amazonienne et africaine, dans le froid afghan. Pour un commandant de brigade, il convient avant tout de fédérer une équipe solide et unie autour d'un projet, de mobiliser son état-major, ses colonels, voire ses capitaines. L'esprit d'équipe est un apprentissage mêlé d'écoute, de pédagogie et de volonté qui se forge avec le temps au fil des exercices. Il appartient au chef de fixer le cap, de planifier, d'absorber le stress, de diffuser la sérénité, d'entretenir la simplicité dans les relations, de promouvoir la confiance et la subsidiarité au quotidien, tout en demeurant intransigeant sur les objectifs, exigeant sur l'entraînement.

En prenant l'alerte Guépard fin 2012, la brigade Monsabert était prête et son équipe de commandement entraînée et unie, prête à fédérer naturellement les cellules extérieures. Les escadrons de Serval ont renoué avec de vraies missions de cavalerie blindée dans le désert malien, ont tenu Tombouctou isolément pour l'un d'entre eux parce qu'ils s'étaient entraînés au CENTAC (Centre d'entraînement au combat), qu'ils avaient sillonné la France d'Angoulême à Canjuers, effectué des exercices en terrain libre avec leurs matériels. Les Gaulois du 92 ont neutralisé les 25 Kamikaze de Gao sans perte après une dure journée de combat parce qu'ils étaient commandés, bien équipés et qu'ils rentraient du CENZUB (Centre d'entraînement en zone urbaine) et pour certains de Kapisa. Appuyés au plus près par les pilotes de l'ALAT, blindés, sapeurs et artilleurs, les paras, légionnaires, marsouins et bisons ont vaincu dans l'Adrar parce qu'ils étaient déterminés, rustiques et remarquablement entraînés. L'état-major et sa compagnie de transmissions ont effectué des bascules de PC de plusieurs centaines de kilomètres sans infrastructures parce qu'ils avaient fait le pari, au cours des exercices joués en métropole les mois précédents, des grands espaces et des missions offensives.

## Les principes éthiques, le respect des règles, l'importance des forces morales

L'éthique et le facteur humain sont au cœur de l'engagement. Le savoir-être du cadre, du soldat, les règles de comportement et d'engagement, la maîtrise de la force sont l'objet de l'attention constante du chef qui doit veiller à ce que certaines lignes ne soient pas franchies. Quelques agissements déviants peuvent suffire à jeter l'opprobre sur une opération par ailleurs irréprochable. Les ordres doivent être clairs et connus de tous, simples à comprendre et à exécuter (relations avec les populations, les belligérants, les prisonniers, les enfants-soldats, l'ouverture du feu). La responsabilisation et la proximité des cadres avec leurs hommes sont gages de réussite pour fédérer la troupe, pour la sentir en période de fragilité aussi, pour lui éviter de succomber au ressentiment et à l'esprit de vengeance après les premières pertes. Il appartient aux chefs de parler à leurs hommes, de les reconforter, de les reprendre si besoin et toujours de leur fixer ce qu'on attend d'eux. Nos soldats sont valeureux et courageux et plus la situation est dure, plus les chefs doivent en être proches. La guerre est d'abord une affaire de courage entre hommes, de volonté tenace, de confiance mutuelle. On ne commande bien qu'avec sa tête, son cœur et ses tripes, en regardant ses subordonnés dans les yeux et en leur disant la vérité. Partager une bière chaude avec une section de paras épuisés qui vient de prendre une position en déplorant un camarade tué, saluer la veille de l'assaut les lieutenants et les adjudants, féliciter ses fantassins après une journée de combats en ville fait partie du métier, comme celui d'écrire aux parents d'un camarade tombé. Le métier des armes est avant tout une histoire d'exigence, de respect et d'affection, le facteur humain toujours.

## Les principes tactiques et le respect de la démarche capacitaire

Commander une brigade interarmes au combat nécessite de respecter les principes tactiques enseignés dans nos écoles, celles des lieutenants, celle de l'École de guerre, sans croire qu'en opération on peut s'en affranchir en se fiant à sa seule intuition de général victorieux ou de chef charismatique. Au bout des ordres, se trouvent la vie des hommes, la victoire ou la défaite. Au combat, il est des critères connus (rapport de forces, effet majeur, efforts successifs ou simultanés) qu'on n'ignore pas impunément. La Fortune est une maîtresse imprévisible et capricieuse. Aussi, l'approche capacitaire, dénuée de tout dogmatisme et de tout corporatisme, reste la meilleure assurance-vie du chef interarmes et le gage de son succès. Nos officiers d'état-major sont formés en ce sens et ils maîtrisent parfaitement la technique qui permet au chef de mesurer les avantages / inconvénients /

# DOSSIER

risques avant de décider du meilleur mode d'action (MA). L'ennemi peut surprendre. Il ose tout, alors que nos hommes doivent rester fidèles aux règles de comportement et nos états-majors aux principes tactiques. Notre armée dispose de toutes les capacités indispensables au combat. À ce titre, il n'est pas raisonnable d'engager ses hommes en faisant l'économie des appuis, du soutien et de la protection. Le succès s'obtient collectivement et croire qu'une composante peut répondre à toutes les menaces dans le temps long est une erreur. Pour autant, le respect de ces principes ne doit surtout pas être un carcan. Il est plus que jamais indispensable de rester imaginaire, ouvert, curieux, de connaître l'histoire pour connaître et surprendre l'ennemi.



Au cours des raids de libération du territoire malien, des combats contre les katibas, quelle part de subsidiarité, quels espaces d'initiative et de responsabilité laisser à ses subordonnés ? Là encore, le respect de principes simples : aucune impasse dans la conception, audace dans la réalisation ; centralisation dans la conception, décentralisation dans l'exécution. Le chef choisit son mode d'action, sa manœuvre en calculant les risques, à partir de sa perception de la menace. Il est le seul à décider. À ce titre, j'ai toujours pris soin de lire entièrement et de signer tous les ordres avant leur diffusion, à toute heure, avec ces questions lancinantes en tête : *« cet ordre est-il conforme à la lettre et à l'esprit de ma mission ? Est-il réalisable ? Quels appuis auront-ils (Air, hélicoptères, artillerie, génie) ? La logistique suivra-t-elle, les blessés seront-ils évacués à temps ? La coordination est-elle suffisamment claire pour éviter les tirs fratricides et les pertes collatérales ? »*. Il revient ensuite à chaque subordonné de s'approprier la manœuvre générale pour bâtir la sienne, et de la conduire avec un maximum d'autonomie.

## Des principes issus de la responsabilisation, l'expérience, de l'intuition et du jugement

Enfin, commander une brigade au combat c'est aussi et surtout restituer les enseignements et les convictions acquises d'une vie faite de scolarités, d'entraînements répétés, d'expériences opérationnelles, de réflexion et d'écoute. Plongé dans des conditions vite extrêmes, il s'agit de comprendre l'esprit de la mission et des ordres en acceptant, avec intelligence de situation, de s'abstraire si nécessaire des normes d'emploi. En lien direct avec l'échelon opé-

ratif voire stratégique, le commandant de brigade reste le chef responsable qui fixe à ses colonels le juste niveau de subsidiarité dans l'emploi des feux et des appuis en fonction des effets recherchés, mais aussi de sa propre appréciation de situation, de la prise de risque consenti et donc de son expérience et de la confiance accordée.

Dans l'action, il juge de l'opportunité de sa présence auprès de son centre opérations et de ses unités avec le souci de ne pas les gêner et de garder le recul nécessaire.

Proche de son chef d'état-major et de ses chefs de corps, le chef tactique fait l'interface entre l'échelon haut et ses subordonnés. Au contact, il commande en évitant tout entrisme, informe, encourage ses unités qui subissent des pertes en veillant à ce que la légitime émotion n'affaiblisse pas la volonté collective et l'atteinte de l'objectif de la mission. Redevable de la vie de ses hommes, il explique ses décisions et justifie ses demandes pour obtenir les moyens qui lui manquent, quitte à insister. Il connaît ses unités, leur personnalité propre, leurs forces et faiblesses. Il sent la situation et décide seul en son âme et conscience d'accélérer un mouvement ou de différer une attaque lorsqu'il considère que les conditions de sécurité et de réussite ne sont pas remplies. Il est celui qui prépare ses unités, les contrôle, les engage, veille à leur donner les moyens de vaincre. Par la parole et le regard, il juge de leur résistance et de leur aptitude à aller plus loin, ce qu'aucun compteur numérique ne peut faire. Comme ses colonels et ses capitaines, le commandant de brigade vit avec ses hommes. Il s'appuie sur l'esprit de corps, sur ces forces morales invisibles, ce ciment qui unit les soldats dans les moments d'épreuve, cette fraternité d'arme propre à notre armée de Terre dans sa diversité.

Barkhane, Sangaris, Chamal et Sentinelle ont succédé sans temps mort à Serval. Nos brigades sont quotidiennement engagées dans des conditions difficiles. Les succès tactiques sont moins visibles, les situations sans doute plus compliquées du fait de l'imbrication des populations, de la difficulté de la mission, de l'environnement ; et pourtant la guerre reste une histoire d'hommes, cet affrontement entre deux volontés. De la section à la brigade, hier comme aujourd'hui, il s'agit pour nos unités d'une épreuve collective où la cohésion des équipes, la préparation des forces, la clarté des règles d'engagement et de comportement, le respect de la démarche capacitaire et la volonté des chefs sont les gages de la victoire.

Tout en faisant face aux changements de cap, aux transformations, nos forces terrestres remplissent leurs missions avec succès parce qu'elles combattent comme elles s'entraînent sans transiger sur ces principes immuables.



L'auteur a commandé la Brigade Serval au Mali en 2013. Il est actuellement sous-chef « Plan et programmes » de l'EMAT.

# GENDARMES ET TERRIENS : COMPLÉMENTARITÉ

PAR LE COLONEL STÉPHANE BRAS - PROMOTION « CAPITAINE HAMACEK » (1989-92)

**L'engagement des militaires de la Gendarmerie nationale aux côtés des unités de l'armée de Terre en opérations extérieures est ancien et les guerres d'Indochine puis d'Algérie fournissent de nombreux récits où gendarmes et soldats des régiments mêlent leur destinée sur le terrain<sup>(1)</sup>.**

Cette coopération entre les deux forces armées, renouvelée avec les déploiements récents, fonctionne plutôt bien car la Gendarmerie ne concurrence pas l'armée de Terre et chaque force agit dans son domaine de compétences. Les gendarmes ne s'adressent pas aux mêmes acteurs du théâtre et ont vocation, au mieux à conseiller et appuyer les unités de police locale, au moins à suppléer provisoirement ces forces de sécurité intérieure lorsque le chaos a provoqué leur disparition. Et c'est là tout l'intérêt de l'engagement de la Gendarmerie aux côtés de l'armée de Terre, car il offre au commandant de la force (COMANFOR) un outil militaire supplémentaire, apte à relayer un message complémentaire auprès des populations et des différents protagonistes.

En 2015, avec l'irruption plus marquée du terrorisme sur le sol national se pose cette fois la question de l'engagement conjoint de l'armée de Terre et de la Gendarmerie dans l'hexagone. Dans ce contexte exceptionnel, faut-il s'inspirer du schéma de la coopération mise en œuvre en opérations extérieures en bâtissant une déclinaison adaptée aux opérations intérieures ?

Cet article propose un regard sur quinze années de projection de la Gendarmerie en unités constituées aux côtés de l'armée de Terre, en évoquant le Kosovo, la Côte d'Ivoire et l'Afghanistan. Le constat sera complété par deux éclairages : d'abord le rôle de la prévôté, indissociable du déploiement des forces armées à l'extérieur, puis la description du dispositif mis en œuvre en Guyane qui apporte déjà un début de réponse.



Traditionnel et bien connu des régiments, l'engagement de la Gendarmerie dans le cadre de la mission de prévôté remonte aux origines de l'Institution. Outre sa mission première de police judiciaire militaire qui consiste à mettre formellement en cause ou à disculper les militaires impliqués dans des faits de toute nature accomplis lors d'un déploie-

ment en OPEX, la prévôté exerce une mission de police générale, d'appui et de recherche du renseignement au profit de la force militaire qu'elle accompagne. Adaptée au milieu militaire et à ses zones d'engagement à l'étranger, elle conduit ses investigations sous la direction de magistrats spécialisés, avec discernement et en tenant compte des contraintes opérationnelles et de l'environnement complexe des interventions militaires dans un contexte de judiciarisation raisonnée des opérations. La prévôté est actuellement déployée dans 12 pays.

À partir des années 90, la multiplication des OPEX a vu le nombre de gendarmes s'accroître sur les théâtres fréquentés par les unités de l'armée de Terre par la projection d'escadrons de gendarmerie mobile (EGM), modifiant ainsi la perception restrictive que certains camarades terriens pouvaient avoir du rôle du gendarme. Acteur naturel du retour à la normalité des États déstabilisés, la gendarmerie mobile a joué un rôle essentiel au Kosovo à partir de 1999. Dès l'entrée des troupes de l'OTAN, des forces de gendarmerie mobile ont accompagné les unités françaises de l'Alliance. C'est avant tout la capacité de maintien de l'ordre, voire de rétablissement de l'ordre qui a été recherchée afin de disposer, au sein de la KFOR, d'une force professionnelle apte à s'interposer entre Kosovars serbes et Kosovars albanais au centre de Mitrovica. Les escadrons de gendarmerie mobile ont constitué l'ossature du dispositif français de contrôle de foule, engagé sur le pont Austerlitz<sup>(2)</sup>, selon un concept original réversible baptisé « Blue Box ». Ainsi, lors des rassemblements de population pouvant dégénérer en affrontements communautaires, la gendarmerie mobile, renforcée pour l'occasion par une CRO<sup>(3)</sup> de l'armée de Terre et une compagnie de l'armée danoise, se déployait pour canaliser et contenir les manifestants. Tant que la situation tactique relevait de la gestion d'un événement d'ordre public, le commandement de l'ensemble du détachement relevait de l'officier de gendarmerie mobile. Dès que le seuil de violence dépassait le stade de l'attroupement armé, l'armée de Terre reprenait alors la main sur la conduite de la manœuvre, l'escadron se désengageant en second échelon.

A partir de 2003, la Gendarmerie nationale a projeté des EGM en Côte d'Ivoire, toujours au titre de la spécialité de maintien de l'ordre, aux côtés des unités de la force Licorne, afin de contribuer au retour au calme du pays. En 2010/2011, dans le contexte tendu des élections présidentielles au suffrage universel, des heurts violents entre partisans de Laurent Gbagbo et d'Alassane Ouattara ont nécessité l'engagement des forces françaises, en premier lieu à Abidjan. La gendarmerie mobile, sous la forme d'un

(1) Erwan Bergot, *Gendarmes au combat - Indochine 1945-1955*.

(2) Pont sur la rivière Ibar, séparant les quartiers serbes au nord des quartiers albanais au sud.

(3) Compagnie de Réserve Opérationnelle, unité de l'armée de Terre basée à proximité immédiate du pont Austerlitz et équipée pour intervenir en contrôle de foule.

# DOSSIER

groupement tactique Gendarmerie (GTG), a su démontrer à nouveau sa capacité à intégrer un dispositif interarmées. Comme sur d'autres missions à l'étranger, le COMANFOR a perçu la plus-value apportée par la Gendarmerie grâce aux éclairages de l'officier de Gendarmerie, chef de détachement, qui a su traduire les capacités des EGM en effets obtenus sur le terrain. En RCI, la Gendarmerie a constitué un atout non négligeable en termes de visibilité et de recueil du renseignement en milieu ouvert dans les rues de la capitale, de même qu'un outil adapté pour assurer la défense des emprises diplomatiques françaises. Poussant la logique de la complémentarité, le COMANFOR a validé la constitution de détachements mixtes forces spéciales et EGM, pour des opérations d'extraction des ressortissants, d'escorte de fonds ou d'interpellation. Enfin, s'appuyant sur les savoir-faire des escadrons, il a disposé sur les missions d'escorte des convois militaires entre Bouaké et Abidjan, d'une force apte à faciliter le franchissement des corridors nord de la capitale en évitant l'usage de la force militaire.



Le déploiement de la Gendarmerie en Afghanistan à partir de 2009 a marqué une nouvelle étape dans la participation de l'Institution aux opérations extérieures aux côtés de l'armée de Terre. Chargés de la formation et de l'accompagnement des policiers afghans en Kapisa et en Surobi par la mise en œuvre d'un groupe de POMLT<sup>(4)</sup>, les gendarmes mobiles ont été pleinement intégrés dans le dispositif français de la Task Force La Fayette. Fréquemment associés aux opérations des GTIA, mais sur le volet police, les gendarmes se sont totalement inscrits dans le plan de campagne de la brigade et ont pris une part active dans la stratégie otanienne de contre-insurrection. Qu'il s'agisse de recueillir du renseignement en allant patrouiller avec les policiers afghans dans les bazars et les villages, ou bien de compléter le dispositif de contrôle de zone en mettant en œuvre des check-points sur les axes desservant l'espace d'engagement des unités françaises, les gendarmes ont évolué vers des missions nouvelles, nécessitant la maîtrise des mêmes techniques militaires que leurs camarades terriens afin de réagir avec discernement aux incidents et aux attaques de l'ennemi. Symbole de cette complémentarité opérationnelle, les opérations de *cordon and search* (*fouilles et perquisitions*), visant à procéder à l'interpellation d'individus en lien avec les talibans, constituaient sans doute l'exemple le plus abouti d'un engagement conjoint, les gendarmes procédant aux arrestations avec leurs homologues afghans alors que les unités des GTIA assuraient le bouclage des objectifs visés.

(4) *Police Operational and Mentoring Liaison Team.*

(5) *Garimperos : chercheurs d'or*

(6) *Forces Armées de Guyane.*

La coopération entre l'armée de Terre et la Gendarmerie nationale prouve aussi toute son efficacité et sa pertinence sur le territoire national dans le cadre de l'exécution de certaines missions. En Guyane, le soutien apporté par les armées à la Gendarmerie dans la lutte contre l'orpaillage clandestin est essentiel. Au travers d'un protocole baptisé TOUCAN et cosigné par le COMSUP et le préfet de région, unités de l'armée de Terre et unités de Gendarmerie s'engagent ensemble sur la mission Harpie qui demeure pourtant une opération de police administrative et judiciaire. La coordination est étroite et réelle, dans le domaine du renseignement et dans celui de la planification et de la conduite des opérations en forêt équatoriale. La stratégie adoptée consiste à s'attaquer aux filières logistiques des garimperos<sup>(5)</sup> afin de rendre moins rentable la production d'or. Sur le terrain, les opérations se déclinent sous la forme de postes opérationnels avancés temporaires où gendarmes et militaires se regroupent dans des secteurs où il est nécessaire de tenir le terrain dans la durée, ou encore sous la forme de patrouilles d'action conjointes, planifiées et conduites en entente directe entre les régiments et les détachements d'intervention orpaillage, armés par la Gendarmerie mobile. Depuis le début de l'année 2015, les 125 gendarmes et 290 militaires des FAG<sup>(6)</sup> engagés quotidiennement dans la lutte contre l'orpaillage illégal ont permis la saisie de nombreux matériels, la destruction de carburant, de nourriture, de mercure et d'armes à feu.



En conclusion, l'engagement des unités de Gendarmerie à l'étranger est celui d'une force spécialisée, dont la plus-value qualitative s'avère certaine car nul n'est mieux armé pour prendre en compte les missions de police sur les théâtres d'opérations extérieures. Pour autant, cet exercice connaît aussi ses limites et les volumes projetés restent modestes. En effet, la priorité politique demeure la sécurisation du territoire national, aujourd'hui plus que jamais. Alors que les armées effectuent un retour remarqué sur l'hexagone avec l'opération Sentinelle, des synergies existantes méritent certainement d'être développées entre la Gendarmerie et l'armée de Terre, fondées sur une culture militaire commune et dans le respect d'un cadre juridique aménagé.



Breveté de l'enseignement militaire supérieur, ancien auditeur de la 111<sup>e</sup> session du Collège de défense de l'OTAN, le colonel Bras a exercé de nombreux commandements en gendarmerie mobile et en gendarmerie départementale. À l'issue de son temps de commandement du Groupement I/3 de gendarmerie mobile de 2007 à 2011, il est affecté à la tête du groupement de gendarmerie départementale du Finistère à Quimper de 2011 à 2015.

Depuis le 24 août 2015, il est auditeur de la 65<sup>e</sup> session du Centre des hautes études militaires et de la 67<sup>e</sup> session de l'Institut des hautes études de défense nationale. Il est l'auteur de **POMLT, Gendarmes en Afghanistan**, 2010, Editions Anovi, dont nous avons fait la recension dans le Casoar d'octobre 2015.

# LES MOTS DE L'ENNEMI

PAR GREGOR MATHIAS, CHERCHEUR ASSOCIÉ AU CENTRE ROLAND MOUSNIER PARIS IV-SORBONNE

**Alors que le chef de l'État s'était refusé d'effectuer toute frappe en Syrie de peur de renforcer Bachar al-Assad, François Hollande annonce, en septembre 2015, vouloir frapper l'État islamique (EI) en Syrie. Ce retournement s'explique par le fait que de nombreux attentats ayant réussi ou ayant été déjoués ont été commandités depuis la Syrie.**

Cette organisation terroriste a réussi à prendre le contrôle de pans entiers de l'Irak et de la Syrie. Le changement de stratégie française traduit peut-être la prise de conscience que le destin des territoires sunnites de ces deux pays sont liés et qu'un nouveau territoire « Syrak » est né, selon l'expression du journaliste brésilien Pepe Escobar<sup>(1)</sup>. D'ailleurs, plus aucun spécialiste de la région n'ose pronostiquer la renaissance de la Syrie et de l'Irak dans leurs frontières d'origine.



Dans cet extrait tiré de notre ouvrage *La Guerre française contre le terrorisme islamiste* (B. Giovanangeli éditeur, juillet 2015, 174 p.), nous analysons la manière dont l'EI parlait de lui-même à travers ses théoriciens et ses revues. « Les mots de l'ennemi » de la revue de propagande *Dabiq* rapporte les discours des responsables occidentaux politiques ou des spécialistes du terrorisme pour en faire la critique.

Sur le plan de la géographie religieuse, le lieu du califat est important, comme l'écrivait Al-Zarqawi, fondateur d'Al-Qaïda en Irak, dont le groupe donnera naissance à l'EI. Cet endroit est situé « à un jet de pierre de la terre des deux sanctuaires comme de la mosquée d'Al Aqsa »<sup>(2)</sup>, à mi-chemin entre l'Arabie saoudite, la terre sacrée de Mahomet - avec les deux sanctuaires musulmans de la Mecque et de Médine -, et le troisième lieu saint de l'islam, la mosquée d'Al Aqsa de Jérusalem, d'où Mahomet serait monté au ciel. Ce territoire doit marquer la reconquête des lieux saints de l'islam sur des régimes arabes (Arabie saoudite) soutenus par « les kufurs [infidèles] », appelés également « impies païens » (les États-Unis), des régimes « apostats » ou « égarrés hérétiques »<sup>(3)</sup> (l'État alaouite syrien, les gouvernements chiites irakien et iranien), ou contre l'État d'Israël.

Cette région se situe au cœur de l'attente millénariste musulmane, puisque, selon Al-Zarqawi, « nous savons par la religion de Dieu que la bataille authentique et décisive entre l'impiété et l'islam aura lieu sur cette terre, c'est-à-dire en Syrie et dans ses alentours »<sup>(4)</sup>, d'où le nom d'origine d'État islamique d'Irak et du Levant. La Syrie est appelée dans certains *hadiths* (les paroles de Mahomet) apocalyptiques de Muslim et Al-Boukhari, « pays de Cham ». Selon Jean-Pierre Filiu, qui les a étudiés, « l'Antéchrist apparaîtra quelque part entre la

Syrie (Cham) et l'Irak, devant semer la terreur, à droite comme à gauche ». La revue de l'EI, *Dabiq* n°3 en langue française, explique que « cet État qui a réuni la plupart des *moudjahidin* [combattants de la foi] au Cham [...] doit préparer *al-Malahamah al-Koubra* (la grande bataille de la fin des temps) ». Tout un article de *Dabiq* n°3 est consacré à compiler les *hadiths* évoquant les lieux des grandes batailles des derniers temps qui vont se dérouler dans les villes ou villages de Syrie (Damas, Al Ghouta à l'est de la Syrie, Dabiq situé au nord d'Alep), l'Euphrate, Constantinople (Istanbul, d'où l'apparition de la revue de l'EI, *Konstantiniyye* en langue turque en juin 2015), Israël (Jérusalem, Lod entre Tel-Aviv et Jérusalem, le lac de Tibériade, le Jourdain) et le Sinai en Égypte.



Al Baghdadi dans la version française Dar al-Islam n°6 de l'EI publiée le 27 septembre 2015

Le Mahdi, un descendant de Mahomet, viendra restaurer auparavant la justice et se manifestera par de grandes victoires<sup>(5)</sup> : il n'y a qu'un pas pour que les sympathisants de l'EI l'identifient à Al-Baghdadi, considéré comme le calife en raison des critères familiaux, religieux et militaires suivants : « Le calife devrait appartenir à la tribu du Prophète, les Qureshi (tribu), posséder une solide connaissance de la charia et faire montre de sa bravoure au combat : Aboubacar Al-Baghdadi appartient à la tribu du Prophète.

Il possède un doctorat en loi islamique et combat les infidèles depuis 2003, en Irak »<sup>(6)</sup>. Dans cette croyance, Jésus doit revenir et achever sa mission, mais l'Antéchrist disputera à Jésus son titre de Messie. Allah tuera l'Antéchrist<sup>(7)</sup>. Ainsi, comme l'expliquent O. Hanne et T. Flichy dans leur ouvrage, « l'EI se présente comme une structure eschatologique dans l'islamisme : les sujets du calife sont les annonciateurs du Jugement »<sup>(8)</sup>. Cette vision agit comme un aimant sur des jeunes converti(e)s ou des musulman(e)s sans culture ou éducation religieuse qui redécouvrent la religion musulmane et veulent donner un sens religieux à leur vie.

(1) P. Escobar, « How Iran and US intersect in « Syrak » », site *RussiaToday*, 11 mars 2015. Ce néologisme peut se rapprocher de celui d'Afpak, forgé pour montrer que le destin politique de l'Afghanistan se jouait au Pakistan. - (2) J.-P. Milelli, *Lettre d'al-Zarqawi à Ben Laden et Al Zawahiri*, p. 382-417, dans G. Kepel et J.-P. Milelli (dir.), *Al-Qaïda dans le texte*, PUF, 2008. - (3) Ces dénominations se trouvent dans les discours des islamistes, voir J.-P. Milelli, introduction « Abou Moussab al-Zarqawi, le Jihad en « Mésopotamie », p. 423 G. Kepel et J.-P. Milelli (dir.), op. cit. - (4) Ibid. - (5) J.-P. Filiu, *L'Apocalypse en islam*, Fayard, 2008, p. 95. O. Hanne et T. Flichy de la Neuville, *L'État islamique*, «éd. Giovanangeli, 2014, p. 86. - (6) S. Laurent, *L'État islamique*, Seuil, 2014, p. 23, selon les propos du Britannique islamiste Anjem Choudary. - (7) J.-P. Filiu, op cit., 2008, p. 33-34 et p. 38-39. - (8) O. Hanne et T. Flichy de la Neuville, op cit, p. 85. -

## DOSSIER

L'EI se distingue d'Al-Qaïda sur le plan de ses objectifs ; il cherche un champ de bataille local pour affronter ses ennemis, contrairement à Al-Qaïda qui a une vision globale du djihad. Le 27 juin 2014, l'EI se proclame califat et renoue avec la tradition du califat de Bagdad disparu en 1258. Il est intéressant de noter qu'en 2004, l'ouvrage de subversion islamiste *Gestion de la barbarie* d'Abu Bakr Naji préconisait la mise en place d'une structure destinée à « gérer les besoins du peuple en ce qui concerne les vivres, les médicaments, la sauvegarde de la justice et de la sécurité [...], la surveillance des frontières [...], la mise en place de l'éducation »<sup>(9)</sup>. C'est ainsi que dans les revues de l'EI, on voit apparaître tous les signes de la souveraineté qui constituent un État. Un appel à la *hidjra* (l'émigration) est lancé dans la revue *Dabiq* n°1 de juillet 2014, demandant que « les médecins, les ingénieurs, les chercheurs, les spécialistes » rejoignent cet État. Abu Bakr Naji préconise « une campagne médiatique [qui doit] accompagner l'étape de la gestion de la barbarie [une région évacuée par les forces de l'ordre et qui doit être gérée] »<sup>(10)</sup>. Les nombreuses vidéos et les journaux *Dabiq* et *Dar-al islam* doivent servir de témoignages pour les actions administratives, économiques, sociales et militaires mises en place par l'EI pour provoquer l'afflux de djihadistes du monde entier.



Revue de propagande *Dabiq* n° 9, combattants de l'EI dans la région de Homs

Il y a la volonté pour cette organisation terroriste de créer un État pur sur le plan islamique en appliquant la charia comme le montrent les revues de l'EI et les 16 articles édictés par l'EI pour gérer la ville irakienne de Mossoul. L'article 5 de la charte de l'EI de Mossoul explique que les opposants à la volonté de Dieu sont menacés d'« exécution, crucifixion, amputation des bras et des jambes, l'exil ». Il est interdit de consommer de la drogue, de l'alcool et du tabac (art. 8). Les voleurs et les trafiquants de drogue, d'armes, de haschich, de cigarettes et de fausse monnaie dans la région d'Halab ou à Homs sont arrêtés et exécutés (*Dabiq* n°1 de juillet 2014). La drogue et les cartons de cigarettes saisis dans une base du PKK, un des moyens de financement traditionnel de la rébellion kurde, sont détruits (*Dabiq* n°3 et 5).

La police islamique (*Dabiq* n°4) est chargée de faire appliquer les mœurs sans pitié : les femmes ou les hommes ayant des relations sexuelles hors mariage sont lapidés (*Dabiq* n°2). Les femmes doivent circuler en niqab et sont accompagnées d'un membre de leur famille (charte de Mossoul, art.14). La musique et la télévision sont interdites. Sur le plan vestimentaire, les marques à connotations sexuelles (Nike, Whore) ou religieuses (Crux) sont prohibées. Les non-musulmans doivent payer le *jizya*, un impôt onéreux de 250 dollars par mois et par personne qui ne leur laisse en réalité le choix qu'entre l'exil ou la conversion. Cette police islamique est doublée d'un système de surveillance interne et externe, « comparable à la Stasi » : toutes les brigades de l'opposition et les unités de l'armée de Bachar sont infiltrées et espionnées. L'EI sait avec précision « qui, parmi les rebelles, travaillait comme espion pour les services secrets d'Assad »<sup>(11)</sup>.

Le système judiciaire de l'EI, que l'on pourrait qualifier de barbare, repose en réalité sur le Coran. Le verset 37 de la sourate 5 autorise la mise à mort, la crucifixion, l'amputation des pieds et des mains. Selon le consultant international S. Laurent, cette peine s'appliquait au moment de Mahomet pour punir les pillards, et donc, par extension, elle est appliquée aux personnes accusées d'atteintes à la sécurité de l'État<sup>(12)</sup>. D'ailleurs, c'est exactement à cette punition, qu'appelle le cheikh al-Tayeb, imam de l'université musulmane égyptienne d'Al-Azhar, pour punir les combattants de l'EI qui avaient brûlé un pilote jordanien de la coalition anti-EI. Mais l'EI se justifie en disant s'être appuyé sur le verset 128 de la sourate 16 pour appliquer ce châtiment peu commun qui dit : « quand vous exercez la vengeance pour des injures reçues, faites qu'elle soit analogue à celles que vous avez souffertes ». Cette justification est immédiatement contestée par des imams qui expliquent que le verset suivant appelle à « la patience » pour éviter le retour à l'antique loi du talion (sourate 16, 129). Cette exécution entre parfaitement dans les recommandations d'Abu Bakr Naji, qui demandait que les otages soient « liquidés de manière la plus cruelle pour terrifier nos ennemis et leurs alliés »<sup>(13)</sup>. Les exécutions de masse filmées par l'EI répondent à cet objectif.

Les vidéos et les revues de l'EI insistent sur le fait que l'organisation a créé un nouvel État : après l'institution d'une monnaie et d'un état-civil, il détruit systématiquement les postes-frontières de la région d'Al Anbar à la frontière irakosyrienne créée lors du traité franco-britannique de Sykes et Picot de 1916. Les frontières ont été créées pour diviser les musulmans, selon la propagande de l'EI, l'organisation se donne donc pour but de les unir à nouveau (*Dabiq* n°4). Cette action se situe au cœur des recommandations d'Abu Bakr Naji : « Nous recommandons de détacher ces régions de leurs régimes apostats »<sup>(14)</sup>.

L'État islamique a donc réussi à faire une synthèse entre le nationalisme arabe et le fondamentalisme islamiste. Il a rallié les tribus arabes sunnites en se posant comme les meilleurs opposants des régimes alaouite syrien et chiite irakien tout en proposant aux musulmans du monde un modèle d'une société « pure » fondée sur une vision ultra-orthodoxe de l'islam.



(9) A. B. Naji, *Gestion de la barbarie*, éditions de Paris, 2007, p. 37. - (10) Ibid., p. 57. - (11) Le Monde, 26-27 avril 2015, C. Reuter, « Haji Bakr, le cerveau de la terreur » - (12) S. Laurent, op. cit., p. 70. - (13) A. B. Naji, op. cit., p. 80. - (14) Ibid., p. 50.

# JEUNE CHEF EN OPÉRATION

PAR LE CHEF D'ESCADRONS VINCENT COULONGEAT - PROMOTION « GÉNÉRAL DE GALBERT » (2002-05),  
COMMANDANT D'UNITÉ DU 3<sup>E</sup> ESCADRON DU 4<sup>E</sup> RÉGIMENT DE CHASSEURS (2013-15)

**Peu après l'annonce du retrait des troupes françaises d'Afghanistan par le président Sarkozy en juin 2011, le spectre de la « betteravisation » de l'armée de Terre hantait les esprits et animait la sphère des blogueurs. Quatre ans après, soit moins d'un contrat initial de militaire du rang plus tard, les cartes sont complètement rebattues et notre armée de Terre connaît un taux de projection en opération inconnu depuis sa professionnalisation.**

**A**yant rendu le commandement de mon escadron au printemps, après avoir été engagé à sa tête en Afrique puis sur le territoire national, je suis actuellement affecté au CPCO, où mon poste m'offre la chance d'observer les opérations sous un angle interarmées et de partiellement soulever le voile de la dimension stratégique. Revenant sur cette fraîche expérience opérationnelle en corps de troupe, j'en dégage quelques constats et réflexions personnelles.

## Opérations extérieures

Les opérations extérieures demeurent le moteur principal de motivation/fidélisation des soldats et des cadres, mais des contraintes matérielles fortes limitent notre liberté d'action.

Il ne faut pas négliger l'importance de l'esprit d'aventure, de « *l'envie de grand large* » chez les jeunes gens qui gagnent nos rangs, en particulier après les années afghanes qui ont été sensiblement bénéfiques sur la qualité du recrutement. Ainsi, dans le combat permanent et individualisé pour la fidélisation, la perspective d'une OPEX prochaine est le plus souvent l'élément assurant la victoire. L'effet de cette perspective est tel, qu'on pourrait la croire thaumaturge : redonnant la vue aux aveugles, la course aux paralytiques et l'aptitude aux convalescents de longue date...

L'OPEX n'en demeure pas moins un véritable révélateur des personnalités, des qualités et des faiblesses. Au filtre de l'épreuve du feu, ou à défaut du danger mortel, le chef confirme ou infirme son jugement et les rangs se resserrent, l'esprit de corps tressé à l'entraînement se cristallise, devenant inébranlable. Ces dernières années, nombreuses sont les missions qui ont offert cette expérience à des unités ; c'est une véritable chance pour l'avenir de notre institution

En revanche, si jusqu'à présent l'opération était un moment de confort privilégié dans la vie du chef militaire -car elle lui procurait un effectif constant, sous un format cohérent et une relative insouciance matérielle-, l'atomisation des moyens qui touchait les régiments en métropole est de plus en plus prégnante en OPEX. Elle conduit à l'émergence de chimères<sup>(1)</sup> tactiques, conséquence de compromis qui pourraient tendre vers un danger à long terme.

En effet, trop fréquemment, les missions sont conçues en fonction de « ce qui roule » ou de « ce qui peut être (aéro-) transporté ou soutenu ». Ainsi, un de mes pelotons fut engagé au combat en République centrafricaine avec seulement deux ERC90<sup>(2)</sup>, induisant toute une série d'adaptations au sein de ce peloton dont le chef dut redistribuer les fonctions, modifier

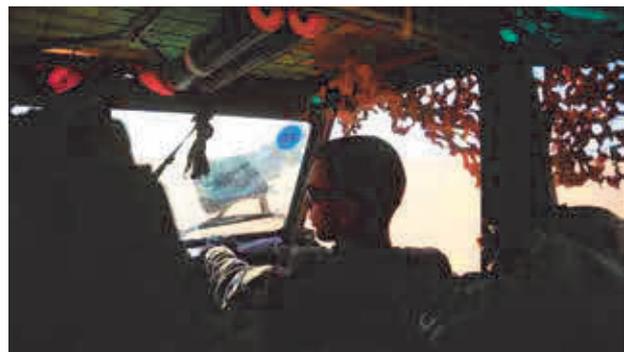
les équipages... Alors certes : faculté d'adaptation, réactivité, polyvalence... sont autant de qualités que ce peloton a su mettre en œuvre ; mais ces forces ne sont que les parements du deuil de l'élément réservé<sup>(3)</sup>.

Ainsi, il n'est pas tolérable que le supplément nécessaire de pièces et de matériel qui permettrait de résoudre en autonomie les problèmes inhérents à la nomadisation et au combat, soit considéré comme un luxe que notre armée ne peut plus s'offrir. Car loin d'être un luxe, c'est un impératif qui découle de la spécificité de nos engagements militaires et qui procure au chef sa meilleure liberté d'action. Ce dernier peut en conséquence se concentrer à parer les inévitables impondérables qui proviennent de l'extérieur (ennemi, milieu...) et non de ses rangs, c'est-à-dire dont la solution est à la portée de ses subordonnés.

Enfin, il est indispensable de ne pas négliger l'importance du processus normatif de l'expérience opérationnelle, en particulier pour les jeunes cadres. Il est donc salutaire de tout mettre en œuvre pour coller le plus possible aux principes fondamentaux largement éprouvés :

- conformité des modules projetés/employés aux structures doctrinales validées (cohérence et pérennité du cycle instruction - entraînement - évaluation - projection - retour sur expérience) ;
- sanctuarisation de l'intégrité (humaine & matérielle) des unités de niveau 6<sup>(4)</sup> ;
- participation de tous les renforts extérieurs à l'ensemble de la MCP (Mise en condition avant projection), en particulier ceux du SSA (Service de santé des armées) ;
- équilibre entre la juste prise en compte des contraintes logistiques et la cohérence tactique ou opérative...

Cet impératif de refuser certains compromis par facilité, est, à mon avis, salutaire. En conséquence, il peut (*et donc doit*) être un combat de chaque échelon de la chaîne de commandement.



(1) Si la chimère à une tête de lion, elle a aussi un ventre de chèvre...

(2) Au lieu de 3 en organique

(3) Ce qui est développé sous l'aspect matériel se vérifie aussi dans les effectifs et sur le plan tactique.

(4) Section - peloton

# DOSSIER

## Opération Sentinelle

L'opération Sentinelle offre l'avantage d'un engagement opérationnel massif de proximité au profit direct des citoyens français, mais doit impérativement évoluer pour pouvoir marier les besoins d'efficacité et les contraintes fonctionnelles sur le long terme.

Depuis les attentats de janvier 2015, l'armée de Terre a conduit un effort humain important pour tenir les objectifs opérationnels qui lui ont été fixés.

Ainsi, pour les unités hors cycle OPEX, ces projections intérieures représentent la mission prépondérante devant toute autre. Le rythme moyen d'engagement des unités élémentaires est de 24 semaines<sup>(5)</sup> (≈ 6mois) pendant une année. On ne peut négliger le poids que cette mission fait peser sur la préparation opérationnelle des unités. En effet, si des activités d'instruction peuvent toujours être conduites à Sentinelle, leur ampleur est forcément contrainte par l'effectif disponible, les conditions d'engagement et la considération d'une mission (parfois sensible) dans la durée.

Le corollaire en est l'impérieuse nécessité de sanctuariser, plus que jamais, la MCP des unités avant leur projection OPEX, afin de maintenir l'exigence du niveau opérationnel des unités projetées en OPEX.

En revanche, un tel taux de projection sur le territoire national apporte quelques avantages, dont en tout premier lieu la révision positive des effectifs et du budget.



En outre, la physionomie de la mission<sup>(6)</sup> assure un excellent exercice de commandement, en particulier aux plus bas échelons. En effet, comme dans toute opération, nos jeunes cadres et gradés sont en situation idéale pour commander et développer leurs aptitudes. Les chefs de groupe et chefs d'équipe sont en première ligne, autonomes, souvent isolés, dans un contexte d'engagement à la sensibilité vite critique, car ils sont au contact direct de la population de nos villes. Les chefs de section ont la chance de vivre avec leurs hommes par blocs de six semaines consécutives, développant ainsi leur commandement dans toutes ses composantes. Mon jeune lieutenant n'a, à mon sens, jamais autant progressé dans sa fonction que pendant sa première projection à Sentinelle.

Enfin, la perspective d'agir au contact de nos concitoyens, revêt au moins deux aspects positifs. D'une part un affichage de notre savoir-faire et de notre professionnalisme aux yeux des contribuables, qui ne peut qu'être bénéfique. D'autre part, en réponse au besoin exprimé de présence et d'intervention

des militaires après le trauma national du 7 janvier et maintenant celui du 13 novembre, un sentiment d'utilité renforcé par les retours positifs de la population, impacte favorablement la motivation de nos soldats. Cependant, ce dernier aspect tend à s'estomper avec le temps, par un phénomène d'usure.

De même, une forme d'imprégnation des populations est à souligner. La présence des militaires est dorénavant intégrée dans le nouveau paysage des grandes agglomérations telle une forme nouvelle de « *mobilier urbain* ». Et si les Français s'habituent à croiser des militaires dans la vie quotidienne, ils s'imprègnent aussi de leurs modes d'actions (méconnus jusque-là puisqu'essentiellement réservés à l'extérieur du territoire). Il est donc important de pouvoir mettre en œuvre un plus large spectre de nos savoir-faire afin de ne pas habituer nos concitoyens à la vue réductrice de militaires enfermés dans des tâches dont jusque-là des agents de sécurité privée s'acquittaient parfaitement<sup>(7)</sup>.

Or, le véritable enjeu de l'opération Sentinelle réside bien dans une mise en œuvre de nos savoir-faire spécifiques. Car le dispositif -jusqu'en novembre en tout cas-, s'il était un dispositif de militaires, n'était pas véritablement un dispositif militaire. La force Sentinelle était, en effet, dans un rôle de « *force supplétive* » des Forces de Sécurité Intérieure (FSI). Ce terme de « *forces supplétives* » est précisément celui employé par le cadre de police en charge de la coordination avec les militaires dans l'arrondissement où j'étais déployé. Le risque identifié dans la durée, serait donc de voir les militaires confinés à des tâches subsidiaires délaissées par les FSI, y perdant ainsi leur identité.

Si la mission confiée aux armées est de défendre nos concitoyens face à « *des menaces d'une intensité nouvelle* »<sup>(8)</sup>, alors nous devons pouvoir le faire sur le territoire national comme nous savons le faire à l'étranger. En conséquence, une rupture doit être opérée avec VIGIPIRATE pour adapter notre action à cette menace à laquelle nous sommes déjà confrontés en OPEX depuis plusieurs années. Le « *continuum entre sécurité intérieure et sécurité extérieure* »<sup>(9)</sup> doit se concrétiser par un *continuum des modes d'actions militaires* afin d'optimiser l'efficacité des unités déployées ; tout en réduisant les risques encourus par un dispositif trop figé sur lequel les militaires n'ont pas l'initiative.

Le soldat de l'intérieur est le même que celui de l'extérieur, son expérience acquise outre-mer lui confère une redoutable efficacité en France. À l'image de la Marine nationale dans ses missions relevant de l'action de l'État en mer, l'armée de Terre doit pouvoir retrouver sa liberté d'action en imposant son expertise en complément de l'action des FSI. Il sera intéressant de voir si la nécessité d'adaptation du dispositif militaire à l'issue des attentats du 13 novembre permettra une évolution dans ce sens, comme le souhaite l'ensemble de la chaîne de commandement.

Les opérations, car elles sont la finalité et la raison d'être de notre Armée, doivent donc être un bastion ardemment défendu d'une pratique de notre métier comme nous le devons et non comme nous le pouvons. En effet, nous en avons le devoir du fait de leur caractère normatif vers l'intérieur de l'institution et imprégnant vers l'extérieur de l'institution, mais surtout car nous en possédons seuls, la légitimité.

(5) 4 tours de 6 semaines

(6) rythme régulier et stable; effectif invariant ; structure cohérente ; mission simple bien qu'exigeante

(7) et qui bizarrement ne sont plus vus par les militaires sur de nombreux sites.

(8) Vœux 2015 du ministre de la Défense.

(9) *ibid.*

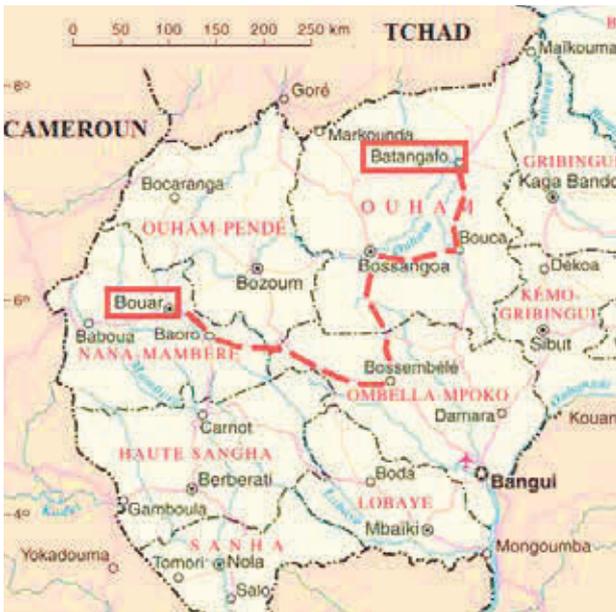


# CONFIANCE ET TECHNOLOGIE

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL PIERRE DE THIEULLOY - PROMOTION 1996 DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE, CHEF BOI DU 4<sup>E</sup> RÉGIMENT DE CHASSEURS (2013-15)

**L'ensemble d'un GTIA au contact, face à un ennemi supérieur en nombre, le PC menacé par des tirs de mortiers et de RPG, nos entraînements de PC nous avaient-ils préparés à une telle situation ? Car c'est bien celle que le PC régimentaire du 4<sup>e</sup> RC a connue, après deux nuits blanches, au plus fort des combats de Batangafo les 4, 5 et 6 août 2014. Cet article se propose d'en tirer quelques réflexions sur l'entraînement de nos PC GTIA.**

Projetés de mai à septembre 2014 en Centrafrique, nous avons conduit des petits exercices visant à nous approprier la *numérisation*, puis trois exercices majeurs ont été réalisés. Le premier avait pour thème la prise de Fallujah, le second était conjoint avec l'exercice du PCIAT *Serval*, le troisième était une rotation au CENTAC, finalisant la préparation du GTIA. Tous ces exercices de PC étaient numérisés. Baptisé GTIA de Boissieu, nous apprenons le 15 mai notre rattachement à l'opération *Sangaris* en Centrafrique. Nous nous préparons au désert sahélien, nous irons dans la brousse centrafricaine ! Le PC régimentaire s'installe début juin à Bouar, à 400 km de Bangui. La zone du GTIA est immense, grande comme le Sénégal.



Raid vers Batangafo

Le 31 juillet 2014, le GTIA est envoyé dans la ville de Batangafo, lieu de combats et de violences depuis quelques jours. La compagnie congolaise de l'ONU qui sécurisait cette ville de 20.000 habitants vient d'essuyer une lourde défaite. Quatre Congolais sont tués et deux blessés. Les rebelles sont maîtres de la ville et se livrent au massacre de la population. Une trentaine de villageois sont tués en un seul jour. Notre intervention vise à faire cesser les violences et à rétablir l'autorité de l'ONU. Le GTIA entame un long raid dans la nuit du 31 juillet au 1<sup>er</sup> août. Après une pause à Bossangoa, le raid se poursuit vers Bouca que nous atteignons le 3 août en fin de matinée. Nous quittons Bouca le 3 août au soir en direction de Batangafo. Le 4 août au matin, les combats s'engagent au sud de Batangafo. Notre unité de tête est fixée par une centaine de combattants, embusqués de part

et d'autre de l'axe. Nous n'entrerons dans la ville qu'à la nuit tombante. Le 5 août au soir, le PC GTIA est directement menacé, nous effectuons une bascule de PC au moment où la situation s'embrase à nouveau. Cinq des six sections et pelotons sont simultanément au contact. Notre ennemi est essentiellement tchadien, soudanais, avec une motivation djihadiste. Manœuvriers au contact, ils cherchent systématiquement l'imbrication avec nos troupes. Les profondeurs de vues sont faibles, les combats ont souvent lieu à moins de 20 mètres. Au bilan, sept heures de combat le 4 août, puis quatre heures d'affrontement en ville dans la nuit du 5 au 6 août. Le 6 août, l'adversaire est neutralisé. Deux des nôtres sont blessés, l'un par balle, l'autre par éclats de mortier<sup>(1)</sup>.

## S'entraîner !

La formation reçue à l'École d'état-major et à l'École de guerre permettent au chef de BOI d'aborder l'organisation d'un PC avec les idées claires. L'essentiel est de répartir le rôle de chacun, comme on répartit des secteurs d'observation : qui s'occupe de l'ennemi, qui de la logistique, etc. L'entraînement du PC vise à affûter la prise de parole lors d'un point de situation. Chacun doit savoir rendre compte « dans son secteur ». Clarté et concision sont requises pour capter l'attention du chef, surtout quand la situation est tendue. Cela s'acquiert par l'entraînement, l'entraînement et encore l'entraînement. Donner son point de vue au chef qui envoie des hommes au feu est un art. Seule une pratique régulière permet d'être au bon niveau.

Avons-nous élaboré et comparé des modes d'action pour aborder Batangafo, comme le voudrait la théorie ? Le terrain et les délais ne nous en ont pas donné le loisir. Le 3 août vers 17h, nous recevons l'ordre d'entrer dans Batangafo dès le lendemain matin. Le raisonnement tactique se limite à estimer le temps nécessaire pour atteindre les lisières de la ville ; il faut progresser toute la nuit, départ à 21h. L'ordre du GTIA doit donc être diffusé à 19h pour laisser du temps aux commandants d'unité. Nous avons moins de deux heures pour réfléchir et rédiger l'ordre. De toute façon, il n'y a qu'une piste pour aborder la ville et les conditions météo interdisent tout débordement... l'étude terrain est simple. Nous avons deux SGTIA (Sous-groupe tactique interarmes) au sol et un SGAM (Sous-groupe tactique aéromobile), le mode d'action se résume à la désignation de l'unité de tête et au choix d'objectifs intermédiaires... La réflexion tactique s'effectue en petit comité autour d'une carte, en présence des commandants d'unité. Ceux-ci participent directement à l'élaboration de la manœuvre, comme nous en avons pris l'habitude, le gain de temps en est considérable. Dans cette situation, intellectualiser ou numériser la réflexion est inutile, l'essentiel est de diffuser les ordres à temps.

(1) Les troupes rebelles tirent sur nos positions au mortier de 60mm dans la nuit du 5 au 6 août.

# DOSSIER



Une escouade après trois jours de combat

## Les outils technologiques

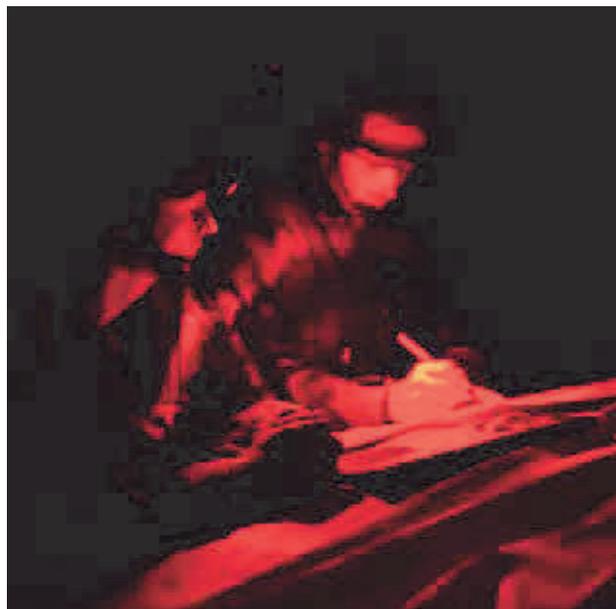
Nos entraînements de PC, effectués en métropole, mettant en œuvre les outils de *numérisation*, nous ont appris deux choses. Premièrement, la numérisation enferme chaque spécialiste dans sa bulle et l'encourage à rédiger des paragraphes longs et compliqués. Or, le chef de corps veut des ordres clairs et concis. Les premiers ordres du GTIA étaient indigestes, l'essentiel de la manœuvre noyé dans une foule de rubriques inutiles. Nous souhaitons des ordres de deux à quatre pages. Comment y arriver avec la *numérisation*, quand l'ordre numérique vierge fait déjà une dizaine de pages ? Dès le CENTAC, nous abandonnons la *numérisation* et rédigeons nos ordres sur papier libre. Cela a permis, le 3 août à 19h, de fournir aux capitaines un ordre écrit de trois pages, contenant l'essentiel de ce qu'ils devaient savoir. Cela aurait été impossible avec la *NEB*<sup>(2)</sup>.

Le deuxième constat concerne le temps perdu en métropole à essayer de s'approprier cette *NEB*, remplie de fonctionnalités aussi compliquées qu'inutiles. Les officiers et sous-officiers du PC régimentaire ont passé des journées à tenter de retrouver un message ou comprendre une astuce. Au moment de diffuser l'ordre, tout tombe en panne... mieux vaut que ça arrive à l'entraînement. « Des artifices et des enfantillages ont corrompu le noyau sain d'un grand besoin naturel »<sup>(3)</sup>, voilà ce que pourrait redire Clausewitz devant nos technologies. Que de temps perdu à cause de gadgets séduisants mais inutiles ! Ce que nous voulons, c'est transmettre du texte et des croquis sur un fond cartographique à nos subordonnés ou à nos chefs. Un mail avec des pièces jointes, rien de plus ! Une liaison satellite avec quelques ordinateurs et lignes téléphoniques et une imprimante sont amplement suffisants. Autrement, la numérisation n'est qu'un obstacle à notre travail. Quant aux cartographies numériques, de nuit sous le feu et sans source d'électricité, nous sommes vite revenus aux lampes frontales, cartes plastifiées et marqueurs, que nous n'avions jamais abandonnés...

(2) *Numérisation de l'Espace de Bataille.*

(3) *Clausewitz, De la guerre, chapitre sur les fortifications.*

(4) *Maréchal de Saxe, Mes rêveries*



Préparation d'une action de nuit

## Le cœur de l'homme

La quarantaine est l'âge moyen au sein du PC régimentaire. Tous sont des soldats expérimentés, possédant un tempérament trempé. Pour faire fonctionner une telle équipe, chacun doit se glisser dans son rôle avec confiance et humilité. Seuls le chef de corps et les capitaines commandants portent la responsabilité du commandement. Le reste du PC, chef du BOI compris, sont des petites abeilles qui préparent ensemble le miel... La force de l'équipe est dans la discipline, certes, mais pas seulement. Serions-nous des machines ? Chacun possède son tempérament, ses humeurs avec ses forces et ses faiblesses. Le chef de corps avait souhaité développer cette connaissance de la nature humaine lors de notre préparation. Comme il avait raison ! Les causes des victoires et défaites sont « dans le cœur de l'homme » disait le maréchal de Saxe, « c'est là qu'il faut les y chercher. »<sup>(4)</sup>. Le 4 août au matin, la moitié du GTIA est pris dans un dispositif d'embuscade. Nous venons d'enchaîner deux nuits blanches, le terrain est pourri et l'imbrication des troupes au sol nous prive de l'efficacité de l'appui aérien. Une quarantaine de roquettes RPG s'abattent sur les éléments de tête. Les humeurs de chacun sont exacerbées par la fatigue et la tension. Pourtant elles ne s'opposent pas mais semblent se compléter. Chacun prend la bonne initiative, un regard suffit pour se comprendre. Notre force est de nous connaître et de nous apprécier mutuellement. Nous nous entraînons depuis un an et la cohésion, forgée dans nos différents exercices, paye ; rien ne ressemble à ce que nous avions imaginé à l'entraînement, sauf les hommes avec leurs richesses et fragilités. L'étude de la nature humaine nous apprend qu'à chaque faiblesse de tempérament est associée une force ; quelle aide pour s'apprécier mutuellement, sans s'arrêter aux défauts ! Espérons que nos formations d'état-major et cours des capitaines étudieront à l'avenir le « cœur de l'homme » plutôt que la *NEB*.



# ÊTRE CHEF : DONNER DU SENS

PAR LE CHEF D'ESCADRONS LOUIS-GUILHEM LARCHET - PROMOTION « GÉNÉRAL DE GALBERT » (2002-05)

**Que dire de neuf sur les opérations ? On connaît toutes les ficelles. Il faudrait être un capitaine bien candide pour vouloir s'ajouter à ceux qui ont déjà tout expliqué, démontré, testé, écrit, publié, exalté en Guibert ou exhumé en Foch. La naïveté offre toutefois une vertu. Car à mesure qu'il enchaîne les projections, le capitaine s'interroge sur la correspondance entre le rôle qu'on lui a enseigné tout petit à la Spéciale, et la finalité des missions qu'il reçoit.**

**H** eureusement que le vorace Pangloss lui avait fait rentrer dans le crâne la seule assertion qu'il ait jamais voulu vérifier : être chef, c'est donner du sens, d'autant plus quand les situations semblent incohérentes, incongrues, bloquées parfois.

Mais cela ne saute pas d'emblée aux yeux du jeune Candide. Les hussards de la doctrine l'ont éduqué dans la foi d'une tactique quaternaire. Lui se rappelle l'avoir pratiquée en opérations le plus souvent sur deux pieds, parfois trois. Cela marchait à peu près avec, il est vrai, un peu de bricolage, du talent, du génie aussi, et puis quelques canons, puisqu'à partir de deux il est permis d'écrire « quelques » ; sauf que, ergote-t-il, on ne peut pas marmiter ainsi les recettes du succès à quatre pattes. Tous les modes d'actions bipèdes deviennent, par nature, binaires. Quelle manœuvre, quels effets peut-on réellement obtenir avec de maigrettes unités élémentaires, l'une gardant le camp, et l'autre étant de « sortie » ?

Certes, des capacités techniques fantastiques, exploitées jusqu'aux plus bas échelons tactiques, ont rendu possibles des chevauchées plus fantastiques encore, Serval oblige. Ce savoir-faire a conduit fantassins, artilleurs, cavaliers, sapeurs et pilotes de l'ALAT à l'autel d'une fonction « combat » qui impose aujourd'hui son évidence. Mais, passé le temps du choc et de la rupture, que reste-il ? Dès qu'on entend stabiliser, chicane Candide en rouvrant son FT 04, il n'est plus question de la seule puissance du feu, mais de la présence, permanente et sensible, du sillon tracé par nos forces, et de ces fameuses taches d'huile qu'aucune passe Rafale n'a jamais pu répandre.

L'esprit commando de chasse est séduisant, notamment sur la passe de Salvador, et il a le bon goût de valoriser le *made in France*. Mais pour l'heure, Candide se soucie peu du SOUTEX, il comprend sa mission comme la thérapie de populations à soigner avec tact et fermeté, convaincu que le succès ne s'obtient que dans la durée. S'appropriant son terrain, il voudrait entrer aussi en phase avec son patient, s'ajuster à son rythme, oriental ou africain, lent, larvé même, et subitement d'une violence épouvantable. Mais il n'en a jamais eu le temps. C'est pourquoi, lui qui critique les Américains avec un rien d'envie, leur accorde ceci : les mandats d'un an sont mieux taillés. Les cycles de 6 mois sont trop courts, trop lisibles : pas assez de continuité, trop de passages de consignes. C'est Sisyphe en OPEX : à chaque nouveau mandat, une nouvelle équipe, un nouveau style, une nouvelle bataille d'Al Assai.

C'est ici que Pangloss arrêterait Candide : la critique est facile, l'art difficile. Il voit la vie autrement depuis qu'il a fait son OPEX École de guerre et chatouillé l'échelon opératif. Il comprend les contraintes que Candide, un peu hypocrite, refuse d'entendre. Pangloss, honnête, admet que tout n'est

pas pour le mieux du soldat dans le meilleur des mondes militaires. Il constate qu'on a subordonné les principes de la guerre à ceux de la paix. Il aurait fallu qu'on communiqué mieux vers le politique. « Communiquer » est le nouveau slogan qu'il chérit depuis qu'il a breveté son cerveau. Le politique, affirme-t-il, se préoccupe davantage de l'impatience des spectateurs du journal télévisé que du magistère de Foch. Il veut, en bon chronométré, que la guerre soit rapide, pas chère et sans trop d'empreinte au sol. Le général micro-tactique s'est alors introduit dans l'univers du caporal stratégique. Il doit comprendre, poursuit Pangloss, qu'il livre avant tout la bataille des perceptions, que le succès des armes de la France passe par la conquête d'un marché où l'on vend -très cher- un peu de tout, du budget, des effectifs, et des programmes SCORPION.

Aussi Pangloss invite l'ingénu bazar à se reposer les bonnes questions. Sa frustration tactique a-t-elle entravé sa vocation ? A-t-il été empêché dans son commandement ? Car au fond, n'aurait-il pas fort mauvaise grâce à dénoncer ce paradoxe ? Il sait bien qu'il a reçu tout ce qu'il espérait du temps qu'il n'était qu'embryon dans les limbes de Coët, et davantage encore. Imperfections et contradictions ont justifié le sens de son action : non celle du gestionnaire qui emploierait un outil à l'abri d'une notice rassurante, mais celle d'un chef qui, le forgeant à sa main, le rend utile en toutes circonstances, et devient, à travers des matchs difficiles, le fédérateur d'une équipe qui ne croirait plus au plan de jeu s'il n'y avait ce supplément d'âme.



D'ailleurs, aussi loin qu'il s'en souvienne, Candide a toujours manqué de quelque chose en OPEX, de matériel, d'équipements, de lits picots, de vivres frais. Mais personne n'a jamais manqué à son ordre de bataille. Enfin au complet, sans les aléas du quartier, les stages, le service ou les absences qui étriquent les sections, exsangues. Enfin déployé, avec ses gars, ses mecs ou ses billes, suivant le

# DOSSIER

style, il aura pu, en chef accompli, choisir, décider, contrôler, expliquer, rassurer, deviner, convaincre, obtenir, rater, grogner, engueuler, rattraper, relancer, féliciter, proposer, refuser, tenter, exposer et tenter à nouveau, enfin tout cela qui fait la richesse du commandement et permet d'édifier, au sens propre, une « unité ».

Et c'est avec elle qu'il est sorti, en tête de la colonne, ou discrètement, derrière une patrouille, au creux d'un hameau, au cœur d'une forêt, au fond d'une vallée ; il a vu le malek, le chef, ou l'ancien, ou un autre, peu important, c'était toujours la palabre qui comptait, avec ses codes, ses clés, ses non-dits, ses tapis sous les pieds et ses pieds dans le plat. Les villageois regardaient ses subordonnés, il en était fier, il était fort de la force qu'ils dégageaient. L'interprète flattait : « *they mean business* », disait-il ; eux qui, aux abois, empruntaient une insouciance convenue pour retourner les bars ; eux qui, aux aguets, étaient inlassablement prêts et déterminés le jour de la mission. Bien sûr qu'ils étaient solides, solides et rustiques. Mais Candide, vigilant, lançait quelques remarques, bribes de *backbrief*, consignes pour le retour, puis s'arrêtait sur un moteur qui tousse, sur l'air suffoqué de gasoil, sur les grands gestes d'un *gunner* à son pilote. Candide pestait du coup d'accélérateur qui le faisait toujours glisser en arrière, du chargeur qui tombe, de la carte coincée derrière le siège, du tabac trop sec, du cavalier porté assis sur le toit d'un VBL. Un signal, et sa troupe s'élance dans la chaleur de la piste, chèches relevés, lunettes baissées, armes de bord à l'affût. Le fanion monte et la tension claque, la radio grésille et l'antenne tangué, de droite, de gauche, et la poussière, fiche poussière, submerge les véhicules dans le décor, admirable décor, si beau s'il n'était le terrain, son terrain, que les autres d'en face lui contestent, et lui disputeront peut-être aujourd'hui.

Oui, chaque fois qu'il y repense, Candide sent qu'il était heureux. En dépit du désordre, les choses étaient à leur place.



**L'important n'est pas ce qui vous a fait signer, mais ce qui vous fera rester**  
*Arméedeterrecrute.fr*

Incorrigible, il s'interrogera à nouveau quand on l'enverra à Sentinelle. Cette fois Pangloss lui dira qu'il est bien eu : l'opération va être longue, chère, nantie de milliers d'hommes. Lui qui voulait mailler le terrain, le voilà comblé de trinômes. Il voulait servir son pays, il le fera en terre de France. Pour le reste, qu'il relise Vigny. Candide s'angoissera tout de même. Les patrouilles seront éparpillées, les sections disloquées, les compagnies retournées en *Rubiks* cubes impossibles. Difficile de donner du sens quand on n'est plus qu'un observateur qui réside tout près mais ne préside plus rien, sauf quelques inspections, et bien sûr les quartiers libres.

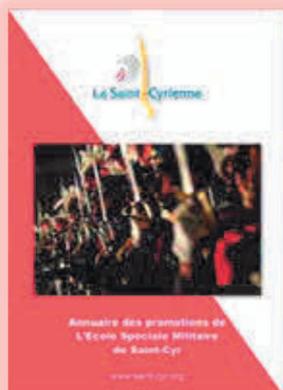
Le vorace Pangloss avait été très clair : les opérations, c'est la combinaison du renseignement, de la manœuvre et d'un souffle donné par le chef.

Du renseignement, il n'y en aura pas. De manœuvre, il n'est pas question. Du souffle, il en a. Mais on ne souffle pas contre le vent.



COMMUNIQUÉ

## L'ANNUAIRE DES PROMOTIONS DE L'ÉCOLE SPÉCIALE MILITAIRE DE SAINT-CYR 2015 EST PARU



L'annuaire de la Saint-Cyrienne, nouvelle version, est disponible.

Prix de vente

- 20 euros retiré au siège
- 35 euros par courrier

Envoyez votre règlement par chèque à l'ordre de « La Saint-Cyrienne », en précisant votre nom et adresse.

Pour tout renseignement :

Tél. 01 44 18 61 00 - Mail : [secretariat@saint-cyr.org](mailto:secretariat@saint-cyr.org)

Tél. 01 44 18 61 05 - Mail : [fichier@saint-cyr.org](mailto:fichier@saint-cyr.org)

# SE FORMER EN OPEX

PAR LE CHEF DE BATAILLON JEAN-HUGUES DELHUMEAU - PROMOTION « GÉNÉRAL DE GALBERT » (2002-05)

**Alors que les récents attentats de Paris ont provoqué la mobilisation des ressources de l'armée de Terre sur le territoire national, la question des postes individuels en OPEX peut se poser. L'auteur, stagiaire au CESAT<sup>(1)</sup> projeté au Mali dans le cadre de la MINUSMA<sup>(2)</sup>, témoigne des avantages renouvelés pour l'Institution d'une projection individuelle au sein des opérations extérieures multinationales.**

**20** novembre 2015, à 7 heures à Bamako, un attentat frappe la capitale du Mali, une semaine après ceux de Paris : l'irruption de terroristes dans l'hôtel Radisson y fait 20 victimes, avant d'être circonscrite, maîtrisée et réduite par les forces maliennes, appuyées par les forces spéciales françaises et des éléments de la MINUSMA. Parallèlement à cela, la France appelant les pays européens à contribuer à son effort contre le terrorisme, plusieurs annonces se font jour pour la renforcer ou la remplacer dans certaines OPEX, en particulier en Afrique. Parmi celles-ci, les participations françaises aux opérations multinationales, à base quasi-exclusivement d'officiers insérés, sont réétudiées dans un objectif général de réorientation de la ressource disponible. Quel est alors la priorité à donner aux effectifs projetés dans ce nouveau contexte ? Alors que le terrorisme peut à terme avoir un impact direct sur la préparation opérationnelle et l'expérience de l'opération extérieure, la projection individuelle en OPEX possède pour l'armée de Terre des atouts importants : d'un coût somme toute modique, elle participe indéniablement à la formation de l'officier ; surtout, elle permet véritablement de maintenir une capacité d'influence.

## 1. Un coût réel mais relativement minime

La menace impose aujourd'hui de redéfinir les priorités en évaluant au plus juste les gains et les coûts d'une OPEX, dans un contexte de ressources toujours comptées : en effet, les récentes décisions de non-déflation ou d'augmentation du budget et des effectifs consacrés à la Défense mettront quelques années avant de pouvoir faire sentir leurs effets, quelques années pour traduire cet effort en termes de recrutement, de formation, et d'achat d'équipement notamment.

Le coût qualitatif pour l'armée de Terre de la ressource humaine engagée en OPEX individuelle est important : pendant six mois majoritairement, alors que les unités ne partent aujourd'hui que quatre mois, elle se prive ailleurs d'officiers ayant parfois une spécialité à haute valeur ajoutée ; la ressource en officiers renseignement par exemple est particulièrement comptée pour les projections, et faire le choix d'en placer en état-major multinational est un signal fort ; de même, choisir d'envoyer une année entière un officier général en poste de responsabilité dans une mission de l'ONU, de l'UE ou de l'OTAN comme chef de mission ou chef d'état-major a un coût important à l'heure où l'armée de Terre se restructure, en plein chantier « Au Contact ! »

Relativement à l'effectif restreint engagé, le poids du soutien national déployé peut aussi être non négligeable et nécessiter un effort dimensionnant : quand il peut

être mutualisé géographiquement, il devient parfaitement soutenable, même s'il peut être acrobatique tant pour les souteneurs que les soutenus. Le cas du Mali est un bon exemple d'efficience dans le domaine : l'élément national France de trois personnes, adossé à la Représentation Barkhane à Bamako, soutient les vingt-neuf insérés français de la MINUSMA et les treize d'EUTM Mali<sup>(3)</sup>, en contact étroit avec le soutien Barkhane déployé à Gao, Niamey et N'Djaména ; le même schéma est reproduit en Centrafrique avec Sangaris, la MINUSCA<sup>(4)</sup> et EUMAM RCA<sup>(5)</sup>.

Le coût humain, matériel et financier des projections individuelles est d'autant plus relatif quand on le compare aux autres contributions nationales, tant pour la durée de projection que pour la proportion du soutien national déployé. Ce coût est finalement minime comparé aux apports renouvelés qu'offrent à la France de telles projections.

## 2. Une contribution à la formation de l'officier

Si le coût principalement humain et qualitatif est réel quoique relatif, l'armée de Terre retire assurément plusieurs avantages des projections individuelles de ses officiers, et tout d'abord dans l'enrichissement dont elle profite à travers eux.

L'intégration aux états-majors multinationaux permet à l'officier d'élargir sa formation à des savoir-faire nouveaux, et d'affirmer son savoir-être au contact d'environnements différents ; l'expérience d'une mission onusienne est pour cela incomparable : la MINUSMA par exemple compte en son sein 44 nationalités différentes pour ses 10.500 militaires, dont seulement 10% environ sont occidentaux : côtoyer à Gao les fantassins bangladais, les sapeurs chinois et les forces spéciales néerlandaises est pour beaucoup une première ; c'est autant d'habitudes de travail nouvelles, qui renforcent d'ailleurs souvent la conviction d'être soi-même déjà bien formé en France avant projection... mais l'officier renforce surtout dans ce contexte son adaptabilité et sa souplesse relationnelle !

Un autre monde qu'il ne côtoie pas forcément en métropole ou dans d'autres opérations est l'interministériel ou l'inter-services : c'est l'expérience privilégiée vécue dans les opérations qui prennent place en phase de stabilisation, où l'ensemble des services est souvent sollicité pour terminer de résorber la crise initialement circonscrite par l'intervention. Les missions de maintien de la paix rentrent dans ce cadre avec la structure bien particulière qui est la leur : en plus de la Force militaire, elles sont d'emblée dotées de piliers civils (Politique, Humanitaire, Police, Soutien intégré) qui fonctionnent ensemble (ou pas !) quotidiennement ; l'enjeu est en tout cas d'y arriver pour prendre en compte toutes les facettes de la crise à travers « l'approche globale ».

(1) Centre d'Etudes Stratégiques de l'Armée de Terre - (2) Mission Multidimensionnelle des Nations-Unies pour la Stabilisation au Mali - (3) European Union Training Mission Mali, Mission de formation de l'Union européenne au Mali - (4) Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations-Unies pour la Stabilisation de la Centrafrique - (5) European Union Military Advisory Mission RCA, Mission militaire de conseil de l'Union européenne en RCA

# DOSSIER

C'est cette vision collaborative du règlement des crises, cette connaissance du fonctionnement des acteurs civils internationaux qui est une vraie plus-value pour l'officier inséré en OPEX multinationale du type de celle des missions de maintien de la paix. Pour l'officier stagiaire de l'enseignement militaire du second degré en particulier, l'OPEX avant l'École de guerre est une occasion parfaite de découvrir, et mieux appréhender ensuite, ce contexte d'action du militaire au contact du politique.

Grâce à cette vision élargie de la gestion de la crise à laquelle il participe, l'officier saisit plus pleinement encore les enjeux du théâtre sur lequel il se trouve projeté : c'est bien une perception plus complète dont il peut bénéficier dans cet environnement multinational et interministériel croisé. Gardons l'exemple du Mali : le prisme complémentaire de la MINUSMA, d'EUTM et de Barkhane élargit la connaissance des enjeux de la bande sahélo-saharienne, chacune de ces opérations ayant une mission différente dans la stabilisation du pays. L'échange à tout niveau permet alors, malgré l'isolement ou l'effectif restreint, le maintien d'une capacité d'influence importante.



### 3. Le maintien d'une capacité d'influence française

Être présent, même à effectif restreint, sur un théâtre à travers la participation d'éléments insérés en projection individuelle donne évidemment une appréciation autonome de l'opération menée et permet au moins en partie d'en suivre le déroulement. Ainsi, la présence d'officiers et leurs échanges d'information par la voie nationale autorise une meilleure réactivité aux évolutions, une meilleure orientation de la politiques nationale appliquée au théâtre et une application plus fine de l'approche globale française ; l'enjeu immédiat est évident en phase de stabilisation : les outils économiques et politiques se combinent au rayonnement militaire pour faire gagner « l'équipe France » tout en contribuant de façon déterminée au retour à la paix. Ainsi, on peut voir au Sahel une excellente coopération entre Français insérés et services diplomatiques pour relayer la position française : la réponse à des appels d'offres ou la conclusion de contrats par des entreprises françaises bénéficie largement du rayonnement des officiers insérés.

Car celui-ci est évident sur le terrain : au sein des états-majors multinationaux, la qualité des officiers français et leur ardeur au travail est remarquée et réclamée : ainsi la MINUSMA, par le biais de son commandant de la Force, a-t-elle demandé en juillet 2015 le renforcement de ses états-majors de secteur par la France : 9 officiers ont donc rejoint les rangs des insérés, apportant avec leurs compétences généralistes d'état-major et leur maîtrise bilingue un relèvement très net et apprécié du niveau de planification et de conduite des opérations dans les trois secteurs de la Mission, en particulier au nord dans la région de Kidal. Ce sursaut capacitair a considérablement marqué la MINUSMA en interne et participé au rayonnement de la France : alors qu'il était déjà engagé au Sahel, notre pays relançait ainsi la dynamique de l'accord de paix tout juste signé, en armant les postes cruciaux mais vacants des cellules OPS, Rens et Log, pour lesquels aucun autre ne se bousculait.



Ce rayonnement assure aussi en retour à la France des postes stratégiques dans ces missions, qui sont des leviers importants pour la planification et la conduite des opérations : au sein de la Force MINUSMA, un général français est ainsi chef d'état-major, et sur les 28 autres Français présents, 11 sont au moins chefs de branche ou adjoints au sein des états-majors locaux comme de l'état-major opératif de Bamako. L'image et l'action internationale de la France, comme sa responsabilité sur le théâtre sahélien, assurent indéniablement le haut niveau des postes accordés : mais le travail quotidien des officiers insérés à Kidal, Gao et Tombouctou le justifie jour après jour en structurant tout le travail d'état-major. Aux nœuds de décision et de production des ordres, ces postes permettent à la France d'être présente avec la MINUSMA dans les défis actuels du processus de désarmement, démobilisation, réinsertion des groupes armés et d'application de l'accord de paix au Mali.

Les OPEX d'insérés en missions multinationales, plus que des expériences intéressantes parmi lesquelles il faudrait savoir sabrer en temps de ressources limitées ou de changement de menace, doivent être conservées : elles complètent la formation des officiers en élargissant leur horizon, elles maintiennent une importante capacité d'influence française complémentaire des autres engagements : elles participent pour un coût relativement minime au rayonnement de la France et de son armée.



# LE CŒUR ET LE MÉTIER

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL LUDOVIC DANIGO - PROMOTION « GÉNÉRAL LALANDE » (1996-99)

**Ce numéro du Casoar nous propose de réfléchir à nos engagements opérationnels actuels. Quelles leçons en tirer ? Comment distinguer et caractériser les évolutions importantes de notre manière de préparer et de conduire les opérations et, à partir de là, souligner ce qui demeure inchangé, conforme à notre tradition militaire et à la conception française du métier des armes ?**

Cette humble contribution au débat aborde ce sujet sous l'angle particulier du parcours récent de son auteur en tant que chef de bureau opérations-instruction (BOI). Il ne s'agira pas ici de décrire par le menu la mission du « chef ops », son rôle d'organisation de la préparation opérationnelle ou son rôle de conception de la manœuvre lorsqu'il est engagé en opérations. Des manuels existent pour tout cela et force est de reconnaître que notre système de formation, les différentes étapes du parcours d'un officier et le rythme actuel des engagements opérationnels de l'armée de Terre nous préparent bien, la plupart du temps, à en maîtriser tout les aspects. La dimension humaine de ce poste, et notamment de la relation particulière entretenue entre le chef de corps et son adjoint opérations ouvre, à nos yeux, un champ de réflexion plus large.

L'ambition n'est donc pas d'aborder le « cœur de métier » du chef-opérations. Il s'agit même plutôt de prendre le contre-pied de cette formule, particulièrement en vogue depuis quelques années, et d'en montrer les limites. Outre le fait qu'elle suggère - principalement entre le domaine du soutien et celui des opérations - une dichotomie artificielle entre les différentes fonctions opérationnelles, cette expression semble également les restreindre à leur dimension purement « technique ». Le slogan, « je me recentre sur mon cœur de métier : les opérations », pour percutant qu'il soit, est aussi porteur d'une vision réductrice, sinon erronée, de la réalité du commandement et des véritables conditions de l'efficacité militaire. En effet, si l'on en pousse la logique jusqu'au bout, le discours du « cœur de métier » conduirait finalement à envisager la valeur d'une unité comme une simple addition de fonctions opérationnelles. Il ne s'agit pas de remettre en cause le principe de « modularité » qui préside, par exemple, à la constitution des groupements tactiques interarmes engagés en opérations mais simplement de souligner que le « tout » doit être plus que la « somme des parties ».



Une simple fiche de tâches ne suffit donc pas à caractériser la part essentielle de toute fonction investie d'une autorité et la spécificité du métier militaire ? La vraie vertu de l'expression « cœur de métier » est peut-être de nous rappeler que le « métier » ne va pas sans le « cœur ». Sans

« l'alchimie des relations humaines », le métier militaire se réduirait effectivement à sa dimension fonctionnelle. Quel chef de bureau opérations pourrait, par exemple, prétendre que la nature de sa relation avec son chef de corps n'a, ou n'a eu, aucune influence sur sa manière d'exercer ses fonctions ? Tous s'accorderont vraisemblablement à reconnaître que le sentiment de prendre sa place dans un tout cohérent et de faire « tourner la boutique » sont à la mesure de la confiance et de l'affinité les unissant à leur chef de corps.

Certes, affinité ou pas, le chef reste le chef : son autorité ne se partage pas. Celle qu'exerce le « chef-ops » dans les domaines de l'instruction et des opérations ne lui est d'ailleurs que déléguée par son chef de corps. Chacun sait néanmoins d'expérience que l'autorité sans affinité, ou sans « amitié » pour reprendre les termes du général Frère, conduit au mieux à une forme d'obéissance passive, au pire à la désobéissance, deux effets pervers dont les conséquences en opérations peuvent être funestes. De même, la confiance apparaît comme la condition première pour que puisse s'appliquer pleinement le principe de subsidiarité ; chacun à son niveau, et dans son domaine, participe à l'atteinte des objectifs fixés. Cela ne va pas sans le « cœur », le « métier » fût-il maîtrisé dans ses moindres détails. Ce constat d'évidence ne pousse-t-il pas la direction des ressources humaines de l'armée de Terre à s'assurer auprès des chefs de corps que les conditions seront réunies d'une bonne entente avec leurs chefs de BOI, avant désignation de ces derniers ? Ce même souci devrait plus systématiquement nous inciter à préserver la cohérence organique des détachements engagés en opérations et à limiter autant que possible la constitution d'unités « composites ».

« Cœur de métier » ou « cœur et métier » ? Les formules chocs, les slogans, dont nous sommes devenus si friands, méritent parfois d'être relus à la lumière de notre histoire militaire et du patrimoine légué par nos grands chefs. C'est donc à l'un de nos illustres anciens qu'il reviendra de conclure. S'adressant à la chambre des députés en avril 1922, le général de Castelnau déclarait en effet : « *il importe donc que dans toute la mesure du possible, les hommes d'une même unité de guerre ne soient pas des inconnus les uns pour les autres. Dans l'unité idéale, ils seraient de vieilles connaissances. Cet idéal évidemment ne peut pas être atteint dans la nation armée, dans nos unités modernes ; mais les unités existant dès le temps de paix s'en éloignent moins que celles qui sont créées de toutes pièces au moment de la mobilisation. Les premières sont vivantes, elles ont une même âme qui vibre ; elles ont un cœur qui palpète, un esprit qui pénètre à des degrés divers les êtres intelligents et sensibles qui les composent. C'est l'esprit de la compagnie, du bataillon. C'est en général l'esprit de corps.* »



## DOSSIER

LA DIGNITÉ DE L'HOMME  
AU CŒUR DE LA BATAILLE

PAR LE PÈRE RENAUD DE DONA-FREDEVILLE, AUMONIER CATHOLIQUE DES ÉCOLES DE SAUMUR

Nos unités en opérations sont très souvent accompagnées d'un aumônier au plus près des contacts. L'auteur a servi dans la Marine nationale puis au RICM, enfin au 4<sup>e</sup> RC. Il a été projeté en Kapisa et en Côte d'Ivoire. Le « Padre » connaît bien les chefs et les soldats dans la bataille. Son témoignage donne une dimension spirituelle qui ne peut qu'élever notre réflexion.

**La singularité du témoignage suppose de recourir aux idées qui nourrissent une expérience et aux convictions qui naissent de cette dernière. Sans tomber dans les lieux communs, convenus et abscons, qui viendraient en amoindrir le sens et l'efficacité, il faut admettre qu'un témoignage peut être, avant tout, l'expression d'un engagement vécu ayant le caractère d'une leçon à retenir, voire d'une sagesse à méditer.**

L'expérience de la guerre que nous faisons hier en OPEX résonne avec une violence dramatique, aujourd'hui où nous sommes contraints d'exercer « notre art » dans les frontières de notre Patrie. Cette expérience se vit dans l'acceptation de l'humanité qui gouverne nos actions. Agir en hommes, c'est accueillir la singularité tripolaire d'une nature unifiée où l'Homme se détermine par ce qui le compose : corps, âme, esprit ! Le regard, alors, de l'homme de Dieu -par ce qu'il suppose de recul et de distance avec l'action immédiate du combattant-, offre aux femmes et aux hommes qu'il accompagne sur les sentiers de la violence la perspective d'une réflexion sujette à motiver une *praxis* cohérente, déterminée, efficace et volontaire !

Cette *praxis* s'enracine, tant pour le croyant que pour l'athée, dans une Parole annoncée, reçue et crue, à l'instar de l'ordre reçu -cause efficiente de l'agir et principe actif de l'action-. L'homme de Dieu a, de ce fait, pour première fonction d'être, tout à la fois, l'écho d'une vision transcendante de l'être (vision verticale) et le reflet d'une vision contingente (vision horizontale). Ce faisant, il se situe à la jonction des aspirations les plus nobles de l'Homme comme au carrefour de ses plus grandes misères et souffrances. En effet, Soljénitsyne avançait l'idée -à la suite de René Quinton- que « la guerre est aux hommes ce que l'eau dormante est aux cygnes : le lieu de leur beauté »<sup>(1)</sup>.

Ce propos m'amène, ainsi, à relire ici ma première expérience de guerre vécue comme prêtre et soldat. Ordonné prêtre le 19 avril 2009, en la cathédrale des Invalides -église des soldats-, je posai, six mois plus tard, le pied sur le sol afghan avec la GTIA Black Rock.

Partir de l'action de l'aumônier, c'est accepter qu'il ait un rôle incontournable. Il apparaît donc que l'aumônier soit au service du militaire comme celui qui œuvre en l'appuyant et le soutenant, en l'encourageant et le galvanisant. Ces quatre termes nous renvoient indubitablement aux domaines généraux de compétence de la mission de l'aumônier. Mon expérience me permet aujourd'hui de mettre en exergue quatre domaines d'action au service de l'humain, fût-il en armes. Ces quatre domaines, je les nommerai comme suit : transformation, relèvement, vivification et récapitulation. Je vais donc aborder ces quatre points sous l'angle de mon expérience de prêtre catholique au service des Armées.

## Transformation

Ma présence comme aumônier et mon agir comme prêtre m'ont permis de constater combien des hommes accablés par la douleur du décès de l'un de leurs camarades ou l'angoisse intérieure, ont pu redevenir des êtres courageux guidés par l'espérance.

La transformation dont je veux ici parler n'est pas d'abord une métamorphose mais une sublimation. Il y a certes une transformation de l'être surnaturel et invisible par le sacrement du baptême donné par le prêtre, par lequel l'homme se comprenant dans sa singularité et dans la cohérence d'un tout, devient membre d'une réalité qui le dépasse : je veux ici parler de l'appartenance au Christ. La sublimation que je désire avant tout exprimer relève du rôle de l'aumônier en général, sans empiéter sur les aptitudes des psychologues ou des médecins. Si le prêtre transforme par les sacrements, l'aumônier épaula le processus de sublimation. C'est en raison du mandat reçu par la Nation d'agir comme prêtre, que j'aborde le rôle de l'aumônier -qui est avant tout un cahier des charges-, en ayant pour seul paquetage mon ministère pastoral et pour seule arme mon ordination sacramentelle.

## Relèvement

Pôle assez proche du précédent, le relèvement touche tout être croyant ou incroyant. Certes, il serait prévisible que le prêtre avance à ce sujet le thème crucial du sacrement de relèvement, que l'on nomme vulgairement réconciliation. Mais s'il ne s'agit pas ici seulement de sacrement, ce dernier peut être une belle métaphore de ce que le relèvement implique chez le militaire. Le relèvement implique, en effet, l'idée de fidélité comme le rappelait le philosophe Emmanuel Mounier<sup>(2)</sup>. Cette fidélité est pour le soldat le creuset de sa loyauté et de son lien avec l'ensemble du corps institutionnel en retrouvant le goût de la mission confiée. Evitant ainsi de sombrer dans le piège que dénonçait Emile Zola où « le soldat résigné [...] marche dans le sillon de la gloire ou de la défaite »<sup>(3)</sup>. Il m'est arrivé d'être témoin de l'abattement fréquent en rôdant incessamment dans les rangs. C'est en raison de ce mortel ennemi qu'est l'abattement que le vital secours se trouve être le relèvement venu d'un autre, de surcroît toujours sans défaut lorsqu'il vient du Tout-Autre, parce que ce dernier demeure fidèle dans une alliance éternelle.

(1) Maximes sur la guerre, René Quinton, Paris, 1930 (ouvrage posthume) - (2) « Fidélité », Emmanuel Mounier, article publié en 1950, idée reprise par Roger Mehl  
(3) Son Excellence Eugène Rougon, Emile Zola, 1876, Paris, p.681

## Vivification

Assister quotidiennement au Sacrifice eucharistique est pour beaucoup d'hommes, comme pour beaucoup de nos anciens lors des conflits précédents, le lieu principal du ressourcement lors des campagnes. Bien que nos sociétés post-modernes puissent nier l'expression publique du sacré au nom d'une laïcité dévoyée et insultante pour la liberté religieuse, défendue tant par l'Église que par les Droits de l'Homme au fondement de nos sociétés laïques, il n'en demeure pas moins que le bien de l'homme nécessite qu'il ne se fractionne pas dans une schizophrénie périlleuse. Une telle insolence idéologique se ferait l'avocate d'intériorités immodérées, invitant l'homme à se vider au risque de se perdre lui-même. S'il est admis que nos hommes doivent pouvoir s'étourdir dans la distraction, à cause d'une tension trop pesante, il leur est très souvent recommandé de se vider la tête. Ce vide informe s'avère infructueux. La vivification à laquelle aide l'aumônier-prêtre n'est pas un remède violent pour remettre debout un blessé, mais l'ouverture à un *visum*, à une parole intérieure qui invite à sortir d'une torpeur mortifère (Jn XI,43)<sup>(4)</sup> comme pour réveiller l'instinct de survie<sup>(4)</sup>. C'est alors que célébrer sur des autels de fortune pour des vivants nourrissant cet instinct de survie et semblant fuir la mort, sur l'avant d'un 10 RC, à l'arrière d'un VAB ou dans une tente sous les tirs de Chicom, restera pour moi l'essence de ma présence parmi les soldats au cœur du combat.



## Rendre à l'Homme sa lumière

Les trois pôles de l'homme -corps, âme et esprit- font un tout unifié disant l'unicité et la singularité de l'être humain, « créé à l'Image et à la ressemblance de Dieu », selon la Foi chrétienne. Tout Homme a, par la raison, l'intuition de l'existence de Dieu. L'aumônier estime le cheminement de chacun dans sa quête intérieure et spirituelle, mais comme prêtre il me faut être tel un avant-poste pour aider à s'ouvrir au Dieu vivant et Vrai, à Celui qui vivifie, afin que cette recherche ne devienne pas le lieu de tous les égarements spirituels, ni l'appareil subversif couvrant tout fanatisme et couvrant tout intégrisme. L'illumination invoquée est celle recherchée par beaucoup de chercheurs sérieux et sincères dans leurs démarches. Il ne suffit pas, pour autant, de trouver de l'eau dormante pour qu'elle soit potable. Boire en sécurité, c'est plonger son être tout entier dans l'eau jaillissante de la source. Pour illuminer ou se laisser illuminer il faut une lumière première, un principe hylarchique<sup>(6)</sup> qui donne sens au présent

et donne à contempler la Vérité. L'aumônier est donc ressenti par l'essentiel des troupes comme le dépositaire d'une vérité qui dépasse le visible et surpasse le temps, et le prêtre comme un sacramental vivant qui transcende une mort possible par une parole qui engage le Maître de la Vie. C'est de cette manière que j'ai vécu tout à la fois l'accompagnement des camarades endeuillés et des défunts tombés au champ d'honneur. L'illumination progressive de l'homme n'est pas la connaissance de la vie se dévoilant -puisqu'elle s'impose par les événements et la contingence d'un temps qui réclame la vie à la tombe- c'est de rendre présent le Christ qui, par sa résurrection victorieuse, devient espérance et qui, dans sa mort célébrée, devient le camarade de l'inattendu, un inattendu qu'il vivra avec eux en illuminant et donnant sens à leur corps, à leur âme et leur esprit volés au temps et à l'espace. C'est dans cette rupture naturelle, qu'est la mort, que l'homme se trouve, pour ainsi dire, récapitulé car illuminé et plongé au cœur de la lumière espérée.

En conclusion, le prêtre n'agit pas comme un idéologue autodidacte mandaté par un régime mais il accomplit dans toute la liberté de sa conscience, raisonnable et éclairée, l'agir que lui confie l'État en transcendant l'Homme avec les humbles armes de son ministère. C'est évidemment ce à quoi pourvoient horizontalement nos institutions sans négliger, cela se subodore, la dimension verticale de la vie surnaturelle donnant ainsi légitimité à l'identité religieuse d'une culture. Pour ma part, comme prêtre catholique, je ne peux aborder la question de la place de l'Homme ou de l'Humain dans la bataille sans me référer aux paradigmes de ma propre tradition religieuse intimement liée à notre culture et à notre Histoire, lorsqu'elle enseigne que « *Dieu qui veille paternellement sur tous, a voulu que tous les hommes constituent une seule famille et se traitent mutuellement comme des frères. Tous en effet, ont été créés à l'image de Dieu, "qui a fait habiter sur toute la face de la terre tout le genre humain issu d'un principe unique" (Act, 17-26), et tous sont appelés à une seule et même fin, qui est Dieu lui-même.* »<sup>(7)</sup>

Cet extrait, à la résonance prophétique, accable ceux qui tuent au nom de leur dieu dans la période sombre de l'histoire que nous vivons. Tous appelés à l'unité, cette dernière peut se réaliser dans la communion au même être personnel qui sauve ; sinon cette unité n'est qu'une idée volatile fondée sur une entité temporelle qui peut ne pas porter en elle les promesses d'un avenir meilleur. Le Christ, pour sa part, pour le croyant, détient les promesses de Vie éternelle. Et c'est en raison de la vocation de l'Homme à être heureux dès aujourd'hui, comprise par le croyant comme l'accomplissement d'une promesse récapitulée dans le mystère de la Croix, que le croyant militaire s'engage dans nos armées au service fidèle des Français à former une seule famille unie pour célébrer les couleurs de la liberté joyeuse et de la fraternité heureuse dans la reconnaissance d'un Père commun et souverain de toutes choses ; le prêtre-aumônier militaire -que je suis- ne peut que les servir avec désinté- rêt, se faisant avec eux frères d'armes en Jésus-Christ. En remettant la dignité de l'Homme au cœur des combats, il place ainsi (silencieusement) Dieu au sommet de la victoire de l'Homme. Et l'Homme au cœur de la victoire de Dieu.



(4) « Lazare, viens dehors ! » Et le mort sortit, les pieds et les mains liés par des bandelettes, le visage enveloppé d'un suaire. Jésus leur dit : « Déliez-le, et laissez-le aller ».  
 (5) « L'autorité contraint à l'obéissance, mais la raison y persuade et il est bien plus à propos de conduire les hommes par des moyens qui gagnent si insensiblement leurs volontés que par ceux qui, le plus souvent, ne les font agir qu'autant les forcent. » Armand-Jean du Plessis, cardinal de Richelieu, Testament politique, éd. Perrin, 2011, p.217  
 (6) Esprit hylarchique : esprit universel qui, selon quelques philosophes, régit la matière première. (Littre) - (7) Constitution pastorale « Gaudium et Spes », Concile Vatican II, n°24